



Agence
nouvelle des
**solidarités
actives**

Lutter contre la précarité alimentaire dans les centres sociaux

**Bilan de mise en œuvre au
sein de 9 centres sociaux en
Loire et Haute-Loire**

**STRATÉGIE NATIONALE
DE PRÉVENTION ET DE LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ**



FÉDÉRATION CS & EVS
LOIRE HAUTE-LOIRE





Sommaire

A. La lutte contre la précarité alimentaire en Loire (42) et Haute-Loire (43)	2
B. Les centres sociaux : des acteurs émergents dans l'écosystème de la lutte contre la précarité alimentaire	2
C. Le suivi de 9 projets en simultané, tous en cours de construction	4
D. Le dispositif de suivi proposé par l'Ansa	4
PARTIE 1 – DES ACTIONS EN COURS DE MODELISATION	6
1. Vue d'ensemble des actions portées par les 9 centres sociaux	6
2. Les grands enseignements de la mise en œuvre	8
A. Des difficultés en matière de ressources humaines qui freinent le démarrage des actions, mettent en péril leur avancement ou leur pérennité	8
B. Des difficultés logistiques et d'équipement, notamment dans la mise en place d'actions itinérantes	9
C. Un contexte de forte inflation sur les produits alimentaires	10
D. Un enseignement : le temps de l'action	10
ANALYSE DES PREMIERS EFFETS DES PROJETS SUR LES CENTRES SOCIAUX ET LES PERSONNES EN SITUATION DE PRECARITE	12
1. Quels sont les effets sur les centres sociaux ?	13
A. Les nouvelles pratiques de repérage des centres sociaux ont des effets en matière de mixité des publics	13
B. La lutte contre la précarité alimentaire est une des missions structurante pour les centres sociaux	16
E. Des dynamiques de participation et d'initiative citoyenne sont créées	18
C. Les équipes des centres sociaux montent en compétence sur la thématique de la lutte contre la précarité alimentaire	20
E. Les centres sociaux développent des partenariats avec les acteurs de l'écosystème de la lutte contre la précarité alimentaire et sont identifiés comme des acteurs de cet écosystème	20
2. Quels sont les effets sur les personnes en situation de précarité ?	23
A. Les personnes en situation de vulnérabilité ont développé de nouveaux cercles de sociabilité	23
B. Les personnes en situation de vulnérabilité ont acquis de nouvelles compétences/ont développé de nouvelles capacités / Les personnes en situation de vulnérabilité changent de regard sur leurs capacités	25
C. Les personnes en situation de vulnérabilité ont un meilleur accès à des produits alimentaires de qualité	26
PRESENTATION DES 9 PROJETS (FICHES PROJET)	329

Introduction

A. LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE ALIMENTAIRE EN LOIRE (42) ET HAUTE-LOIRE (43)

En 2023, des **états des lieux de la précarité alimentaire dans la Loire et Haute-Loire** constatent une **augmentation du nombre de personnes aidées par les acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire** (environ 54 533 bénéficiaires dans la Loire en 2022, soit 7% de la population).

L'offre recensée en Loire et Haute-Loire est encore principalement tournée **vers la distribution de colis** et ne permet pas d'agir suffisamment sur les dimensions sociales et culturelles de l'alimentation, ni réellement d'impliquer les personnes concernées. Les associations d'aide alimentaire alertent également sur **une baisse de leurs approvisionnements** et des **difficultés logistiques**.

En parallèle, une attention croissante est portée par l'ensemble des acteurs à la **qualité et à la diversité des denrées distribuées**. Ce souhait d'augmenter la part de produits frais, bios et/ou locaux nécessitent de nouveaux partenariats, budgets et organisation logistique et pose la question de **l'efficience et de la mutualisation entre les acteurs**.

B. LES CENTRES SOCIAUX : DES ACTEURS EMERGENTS DANS L'ECOSYSTEME DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE ALIMENTAIRE

Créée en 1969, la **Fédération de centres sociaux de Loire et Haute-Loire** fédère aujourd'hui 39 centres sociaux et 5 espaces de vie sociale. La fédération et ses membres s'intéressent à la question de la transition écologique et environnementale depuis de nombreuses années et les centres sociaux mènent depuis leur création des actions prenant **l'alimentation comme « prétexte » pour développer localement le pouvoir d'agir et le lien social**, notamment via **les repas** (goûters des enfants, repas partagés, ateliers cuisines) et **le jardinage** (jardins partagés, maraichage solidaire). Ces actions sont particulièrement fédératrices.

Si l'alimentation a toujours été un **outil au sein des centres sociaux pour travailler le lien social et la convivialité**, la montée en puissance des besoins en matière d'alimentation chez les publics les plus fragiles en Loire et Haute-Loire fait progressivement émerger des réflexions nouvelles. En octobre 2021, la Fédération organise une journée d'ateliers avec une Table ronde "Avec les centres sociaux et les espaces de vie sociale, quels leviers pour sortir de la précarité alimentaire ?".

Dès lors, les centres sociaux apparaissent comme des **acteurs intéressants et complémentaires des associations plus « traditionnelles »** de l'aide alimentaire au regard de leurs spécificités ¹ :

- Une **proximité forte avec les habitants de leur territoire** induisant une **capacité à créer des espaces de mixité** et **toucher de nouvelles personnes** qui ne pousseraient pas la porte d'une association d'aide alimentaire ou d'un service social.
- Une **appétence forte en matière de participation des personnes concernées** : prise en compte de l'expérience vécue des adhérents, participation encouragée aux espaces de gouvernance.
- Un **dynamisme et une flexibilité** dans la mise en œuvre de projets expérimentaux.
- Un ancrage fort dans le tissu avec de nombreux partenariats noués dans le cadre des différentes activités des centres.

Aussi, la Fédération des Centres sociaux de la Loire et de la Haute-Loire réunit en 2022 les centres sociaux du territoire pour déposer en consortium un projet dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la précarité, qui permettrait de **construire et/ou renforcer des actions de lutte contre la précarité alimentaire dans 9 centres sociaux (majoritairement dans la Loire). Retenu pour un montant de 226 000 euros²**, les actions du projet ont pour objectif de permettre l'accès à l'alimentation des personnes en situation de précarité :

- **Dans sa dimension économique et pratique** : en proposant des produits de qualité et locaux à prix accessibles, des astuces pour cuisiner à bas prix, des lieux et équipements pour cuisiner, stocker ou se restaurer, ...
- **Dans sa dimension sociale et culturelle** : en associant les personnes dès la définition des projets, en proposant des ateliers cuisines, des débats, des repas partagés, des repas hors les murs, des ateliers de sensibilisation, ...

En 2023, **les résultats de l'appel à projets Mieux Manger pour tous en Auvergne-Rhône-Alpes** vont dans le sens d'une montée en puissance des centres sociaux sur le champ de la lutte contre la précarité alimentaire. A l'échelle régionale, l'Union des fédérations de centres sociaux et espaces de vie sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes est retenue dans le cadre d'un projet présenté en consortium avec une cinquantaine de centres sociaux. En parallèle, des centres sociaux sont également financés pour la mise en place d'actions alimentaires.

¹ Une charte nationale définit des missions et les principes des centres sociaux adhérents (dignité humaine, solidarité, démocratie), avec une place importante laissée à l'expérience vécue des habitants, à leur participation – notamment aux espaces de gouvernance - et aux partenariats avec l'ensemble des acteurs du territoire.

² Pour un budget prévisionnel total de 378 675 euros. Le montant est réparti entre les 9 centres sociaux, la Fédération (coordination) et l'Ansa (capitalisation).

C. LE SUIVI DE 9 PROJETS EN SIMULTANE, TOUS EN COURS DE CONSTRUCTION

Dans ce cadre, l'Agence nouvelle des solidarités actives (Ansa) est en charge de **capitaliser autour de la mise en œuvre des actions et de leurs premiers impacts**.

Le projet a pour spécificité de financer une multitude d'actions - chaque centre social porte entre 2 et 5 actions -, qui pour la grande majorité d'entre elles sont des actions entièrement nouvelles pour les centres sociaux³.

La mission de capitalisation portée par l'Ansa souhaite donc tirer des enseignements de cette première année et demie d'expérimentation et poursuit plusieurs objectifs :

- **Capitaliser en interne pour accompagner la structuration de projets de même nature** (groupements d'achat, itinérance, ateliers cuisine) et **dégager des savoir-faire**
- **Identifier des premiers impacts** des actions, sur les personnes et les centres sociaux, et les premiers points de vigilance et leviers dans sa mise en œuvre ;
- **Valoriser le rôle spécifique/singulier des centres sociaux dans le champ de la lutte contre la précarité alimentaire** : ces derniers sont très peu identifiés et valorisés dans les débats sur le sujet bien que la porte d'entrée lien social/pouvoir d'agir aille dans le sens d'une vision plus systémique de la lutte contre la précarité alimentaire.

Il faut toutefois noter que ce travail s'inscrit dans **ce cadre expérimental** : il y a encore **peu de recul temporel sur les actions (moins d'un an d'existence⁴)** et, pour certaines, **peu de bénéficiaires touchés**. A ce stade, le bilan de mise en œuvre ne pourra donc pas mesurer les effets finaux des actions, mais **proposer une photographie des actions à date** (novembre 2023), **analyser les premiers effets et aider à définir et objectiver les modèles**.

D. LE DISPOSITIF DE SUIVI PROPOSE PAR L'ANSA

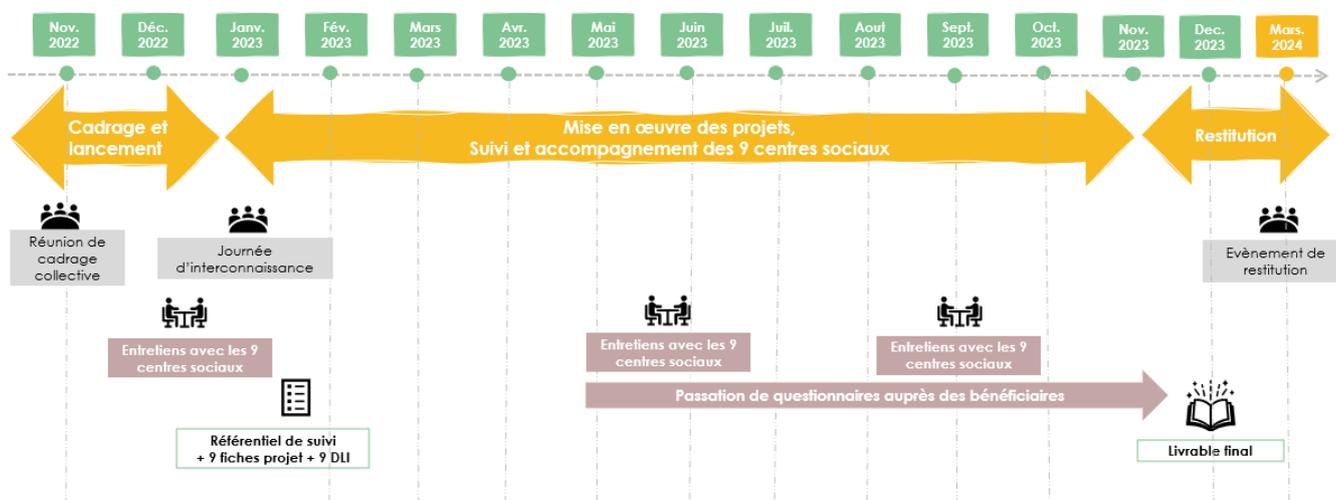
L'Ansa est présente dès le début de la mise en œuvre des actions. **Entre octobre 2022 et novembre 2023, plusieurs outils de collecte ont été mobilisés** :

- **Des diagrammes logiques d'impact** : construits avec chacun des 9 centres sociaux en amont du démarrage du projet (novembre 2022) et ajustés à deux reprises (en mai et octobre 2023). Cette démarche de co-construction au fil de l'eau a permis aux centres sociaux des temps de réflexivité sur leurs actions, pouvant les mener à ajuster des actions ou ses impacts attendus.

³ Seuls deux centres sociaux poursuivent des actions déjà en place et structurante pour l'activité du centre social (tout en prévoyant le lancement de nouvelles actions) : Montbrison (P'tits festins et paniers solidaires, auxquels s'ajoute la création d'un groupement d'achat) et La Livatte (Restos éphémères, auxquels s'ajoutent un projet de distribution de paniers solidaires et une action itinérante).

⁴ Certaines actions ont pu prendre du retard dans la mise en œuvre et n'ont pu démarrer que quelques semaines avant la finalisation du rapport.

- **Des entretiens qualitatifs** tous les 3 mois avec les porteurs des actions.
- **Des indicateurs remontés par les centres sociaux** : la liste des indicateurs est propre à chaque centre social et permet de tirer un premier bilan quantitatif des actions.
- Des **questionnaires remplis par les bénéficiaires directs des actions mises en place**. Un questionnaire diffusé lors des ateliers et actions de sensibilisation interroge la satisfaction des personnes et les notions apprises et **a récolté 263 réponses**. Un autre questionnaire pour les actions type groupement d'achats, épicerie sociales, paniers solidaires n'a récolté que 35 réponses car a concerné des actions mises en place très tardivement (à partir de septembre 2023 pour la majorité).



Une évaluation d'impact menée en cohérence avec celle de la DREETS AURA

En 2023, le Commissariat à la lutte contre la pauvreté de la région Auvergne-Rhône-Alpes élabore avec la Croix-Rouge et le groupe SOS Consulting **un outil de collecte pour évaluer l'utilité et les impacts des projets financés dans le cadre de la Stratégie pauvreté**. L'objectif est de récolter des données à la fois quantitatives et qualitatives, en prenant le temps de la réflexion et du retour, en interrogeant le public et en compilant les résultats à échelle régionale. Dès lors, chaque porteur de projet identifie dès le début de sa mise en œuvre un impact principal et des sous-effets attendus.

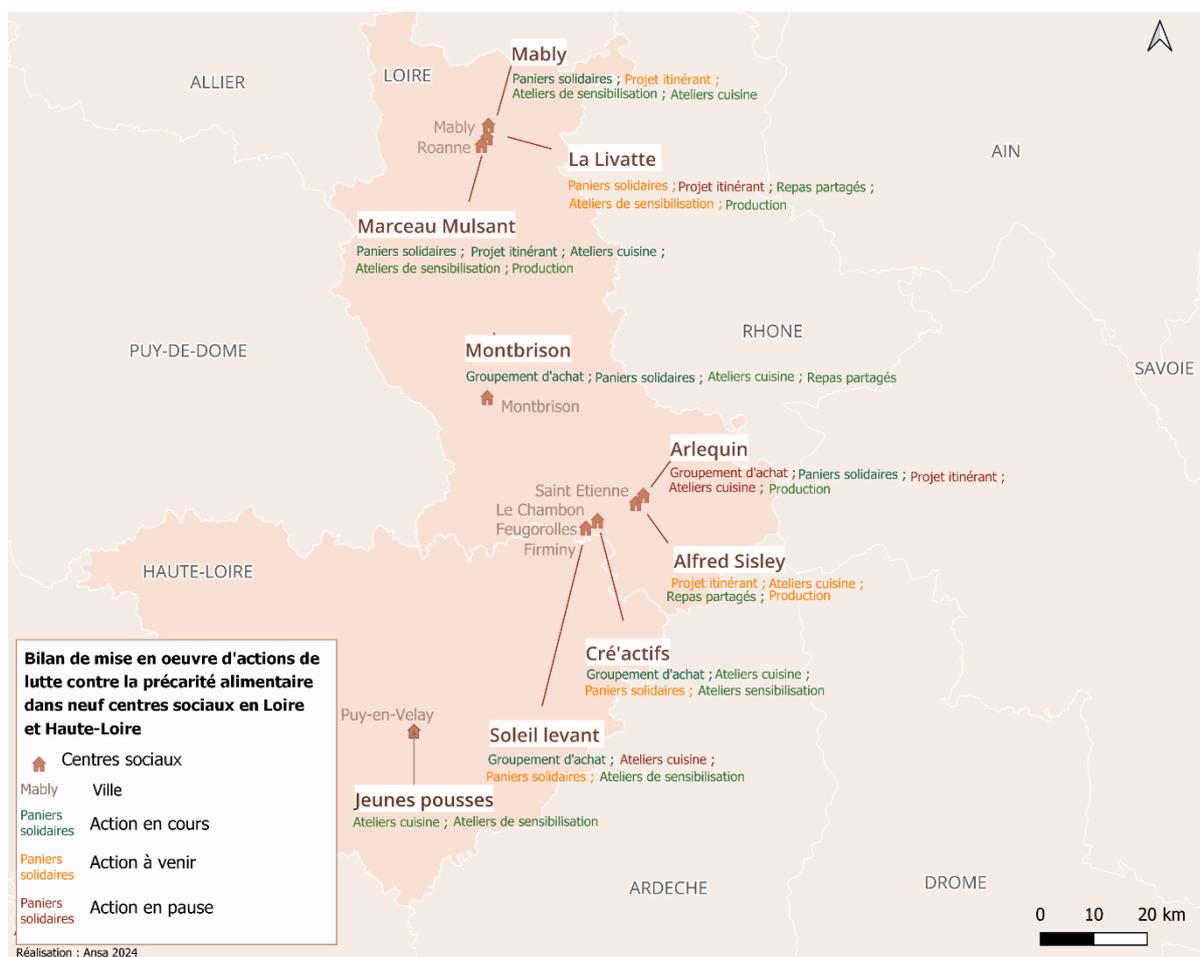
Les 9 centres sociaux financés dans le cadre de ce projet ciblent comme domaine d'impact « l'insertion sociale ». Parmi les sous-domaines d'impact choisis :

- C.33 Les personnes en situation de vulnérabilité se nourrissent mieux, sont en meilleure santé
- C.34 Les personnes en situation de vulnérabilité ont un meilleur accès à des produits alimentaires de qualité
- E2. Les personnes en situation de vulnérabilité ont acquis de nouvelles compétences/ont développé de nouvelles capacités
- F4. Les personnes en situation de vulnérabilité trouvent du plaisir, de la convivialité

PARTIE 1 – DES ACTIONS EN COURS DE MODELISATION

1. VUE D'ENSEMBLE DES ACTIONS PORTEES PAR LES 9 CENTRES SOCIAUX

Neuf centres sociaux se sont engagés dans la démarche pour mettre en place des projets de lutte contre la précarité alimentaire : les **centres sociaux Alfred Sisley** et **Arlequin** à Saint-Etienne ; le **centre social Cré'actifs** au Chambon-Feugerolles ; le **centre social Soleil Levant** à Firminy ; les **centres sociaux La Livatte** et **Marceau Mulsant** à Roanne ; le **centre social de Mably** ; le **centre social de Montbrison** ; et l'**Espace de Vie Sociale (EVS) Jeunes Pousses – Le p'tit café** au Puy-en-Velay.



Les neuf centres sociaux ont construit des projets ambitieux qui comportent une multitude d'actions (entre 2 à 5 actions), notamment :

- **Des actions portant sur l'offre alimentaire de la commune** (groupements d'achats, paniers solidaires, jardins partagés / micro-ferme)
- **Des actions de sensibilisation et actions collectives** (ateliers ou actions de sensibilisation / pédagogie, ateliers cuisine, repas partagés)
- **Des actions d'itinérance** (aller-vers avec équipement spécifique - tuktuk, foodbike, camion avec cuisine mobile -, épicerie itinérante, ateliers sensibilisation « hors les murs »)

Le tableau ci-dessous résume les projets des centres sociaux et indique leur état d'avancement en novembre 2023 (actions réalisées et en cours ; actions à venir, en cours de lancement ; actions en pause).

SYNTHÈSE DES 9 PROJETS – ETAT D'AVANCEMENT EN NOVEMBRE 2023

Actions	Alfred Sisley	Artequin	Cré Actif	Jeunes Pousses	La Livatte	Mably	Marceau Mulsant	Montbrison	Soleil Levant
Groupement d'achat		✓	✓					✓	✓
Paniers solidaires		✓	✓		✓	✓	✓	✓ → ✓	✓
Projet itinérant (aller vers, cuisine mobile, épicerie itinérante)	✓	✓			✓	✓	✓		
Ateliers cuisine	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓
Repas partagés	✓				✓			✓	
Ateliers ou actions de sensibilisation/pédagogie			✓	✓	✓	✓	✓		✓
Production (jardin, ferme)	✓	✓			✓		✓		

Légende

Action en cours 

Action à venir 

Action en pause 



Retrouvez la description détaillée des projets sur les fiches projets accessibles en annexe.



2. LES GRANDS ENSEIGNEMENTS DE LA MISE EN ŒUVRE

A. DES DIFFICULTES EN MATIERE DE RESSOURCES HUMAINES QUI FREINENT LE DEMARRAGE DES ACTIONS, METTENT EN PERIL LEUR AVANCEMENT OU LEUR PERENNITE

La dimension ressources humaines a représenté le principal frein à la mise en œuvre des projets tout au long de l'année de conventionnement : ces difficultés ont pu **soit retarder** - voire empêcher - le lancement de certaines actions, **soit perturber leur mise en œuvre au plus long terme. Sur les 9 centres sociaux, 6 ont rencontré des difficultés d'ordre RH.** Il s'agit à la fois :

- **De création de postes nécessaires à la mise en œuvre du projet, dont le recrutement a été plus long que prévu et dépendant de financements supplémentaires.** Dans le cas du **centre social Alfred Sisley**, le projet d'épicerie itinérante initialement inscrit dans le projet de la ville de Territoire Zéro Chômeur (avec un poste dédié sur l'épicerie) a été retardé suite au refus de la candidature en juillet 2023. Le centre obtient finalement, en partenariat avec Loire Service Environnement, le financement de 6 postes en CDDI dans le cadre d'un financement DDETS en septembre 2023, avec des recrutements à mener en un temps resserré (3 postes dédiés à l'épicerie, et 3 postes à la micro-ferme).
- **Des conséquences de turn over des équipes au sein des centres**, qui entraînent un retardement du lancement des actions et/ou charge supplémentaire pour les équipes restantes. Au **centre social La Livatte**, le lancement des ateliers et paniers solidaires a été retardé suite à la démission de l'animateur jeunesse (deux nouveaux postes sont ouverts, dont un à 40% dédié à l'alimentation). Au **centre social Arlequin**, la référente du projet porte seule les actions la majeure partie du temps suite au départ de sa directrice, puis quitte le centre. Dès lors, une partie des actions n'ont pas pu être mises en place (ateliers cuisine et groupement d'achat VRAC). Au **centre social Cré'actifs**, un poste dédié au projet est créé en mars 2023, pour garantir un effet levier au démarrage, mais le départ de la salariée en août 2023 crée une rupture jusqu'à son remplacement en octobre 2023. Au **centre social Soleil Levant**, une salariée en contrat d'apprentissage est dédiée au projet mais son départ en juillet 2023 avant la fin de son contrat transfère sa charge à la directrice et référente famille en l'attente d'un recrutement⁵.
- **De difficultés RH rencontrées par des partenaires opérationnels**, avec des conséquences fortes sur les actions des centres. Les **groupements d'achat des centres sociaux Cré'actifs et Soleil Levant** ont été bouleversés par l'arrêt maladie de la référente de VRAC Saint-Etienne (principale partenaire), en supervision sur les trois premières distributions. Dès lors, des dates ont été décalées et les centres ont dû gérer seuls ces premières distributions ; au centre social Soleil Levant, les ateliers cuisine prévus avec VRAC n'ont pas eu lieu et ont été remplacés par des actions

⁵ Une nouvelle référente projet est recrutée pour le 11 décembre pour une journée par semaine jusqu'à fin juin 2024 pour assurer la fin du projet.

de sensibilisation. Les actions ont repris avec la référente VRAC à la rentrée scolaire 2023. Au **centre social Montbrison**, l'action des paniers solidaires est impactée par les difficultés de l'association CILDEA (moins de régularité dans les distributions, le suivi des paniers défaillant, moins d'ateliers cuisine que prévus ont été mis en place) puis arrêtée suite à la fermeture de l'association en décembre 2023. Le centre social est à la recherche d'un nouveau fournisseur pour relancer l'action.

Plus généralement et sur le long terme, l'absence de **pérennité de certains postes dédiés aux projets alimentation interroge et fragilise la prise d'ampleur des projets et leur continuité**. Au **centre social Montbrison**, par exemple, la pérennité du poste de la salariée en CDD, référente des P'tits Festins, est menacée (dépendance à l'appel à projet Mieux Manger pour tous). En 2023, seul le projet porté par le centre social Marceau Mulsant, déposé pour le compte de plusieurs partenaires, est retenu dans le cadre de l'appel à projet Mieux Manger pour Tous. En parallèle, plusieurs structures ont été retenues par le biais d'une réponse collective régionale : Alfred Sisley, Soleil Levant et Cré'Actifs.

B. DES DIFFICULTÉS LOGISTIQUES ET D'ÉQUIPEMENT, NOTAMMENT DANS LA MISE EN PLACE D' ACTIONS ITINÉRANTES

Des **difficultés logistiques et d'équipement** ont été rencontrées par plusieurs centres sociaux - en particulier les **cinq centres avec des projets d'actions itinérantes** qui nécessitaient d'investir dans des équipements spécifiques.

Ces difficultés ont pu résider **à l'étape de la réalisation de devis** (recherche de prestataire, devis hors budget, calendrier long). Au **centre social Arlequin**, un devis hors budget pour la cuisine mobile retarde l'action, dans un contexte de difficultés RH qui poussent le centre à se concentrer sur les paniers solidaires et le jardin. Si le **centre social de Mably** possède déjà un camion, un devis d'aménagement pour les activités « hors les murs » est nécessaire. Le centre est en lien avec un collectif d'architectes et l'aménagement du camion est en cours.

Les centres sont également dépendants de la livraison des équipements, qui a pu freiner la mise en œuvre. Au **centre social La Livatte**, le tuktuk commandé en décembre 2022 n'a toujours pas été livré un an plus tard (pièce manquante du fournisseur). Au **centre social Marceau Mulsant**, le foodbike a été livré tardivement à l'été 2023, décalant le lancement de l'action. Si des sensibilisations ont été organisées à la rentrée 2023 (sorties d'école, petit déjeuner musical sur le marché), l'action a ensuite été freinée avec l'arrivée de l'hiver et l'attente d'une autorisation officielle de la mairie pour s'installer sur certains lieux.

Ainsi, **parmi les 5 centres mettant en place des actions itinérantes, seul le centre social Marceau Mulsant a pu la démarrer**⁶. D'autres difficultés logistiques ont pu être rencontrées par les centres, en particulier **en termes de stockage**. C'est le cas **du centre social Cré'actifs** qui, sans local adapté pour l'action de groupement d'achat, est contraint de stocker ses produits

⁶ Elles sont en pause pour la Livatte et Arlequin, et à venir pour Mably et le centre social Alfred Sisley. Celui-ci n'a pas rencontré de difficulté d'équipement et a acheté un camion épicerie entièrement équipé à 37 000 euros (ancien projet épicerie itinérante abandonné à Pau, financé par France Relance), mais le lancement de l'épicerie itinérante est à venir car elle dépendait d'autres conditions de réalisation (réponses administratives et moyens humains).

chez des partenaires (Vrac, Ferme au quartier) et de faire les distributions au centre. Malgré les rencontres avec Métropole Habitat, l'absence de locaux retarde également le déploiement de l'action de paniers.

C. UN CONTEXTE DE FORTE INFLATION SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES

Tous les projets prennent en compte les publics en situation de précarité ; certains les visent spécifiquement, d'autres ont un objectif nouveau de mixité des publics. Si **certains centres sociaux touchaient déjà des publics en situation de précarité, d'autres ont dû adapter leurs pratiques de repérage pour toucher un nouveau public en précarité**.

Selon l'Insee, **l'inflation** depuis 2021 est particulièrement forte sur les produits alimentaires : **+12,7%** entre juillet 2022 et 2023. Quelle que soit la situation des centres quant au public déjà touché, **ce contexte a représenté un frein supplémentaire pour mobiliser des personnes en situation de précarité**. C'est ce qu'exprime Sabrina Merle, directrice du centre social Soleil Levant : « *Tout a augmenté depuis le début du projet, l'huile est passé de 5 à 7,5 euros ; ce n'est pas cher pour du bio, mais c'est un vrai effort pour les personnes. Ils comprennent l'intérêt, mais c'est le porte-monnaie qui pose problème* ». Difficile alors de toucher des personnes en grande précarité sur une offre de groupement d'achat qui demande un engagement financier et une organisation nouvelle (offre de produits secs uniquement et en vrac). Le **centre social Soleil Levant** a donc particulièrement ressenti l'impact de l'inflation quand six familles seulement se sont inscrites à la première distribution, contre 80 réponses au questionnaire de recueil des besoins en amont du projet. Le **centre social Alfred Sisley** anticipe également un enjeu à proposer des produits peu chers au sein de l'épicerie : « *le tarif devra être à 30% du coût réel maximum, sinon, ça ne passera pas* ». Au **centre social Mably**, la difficulté en lien avec l'inflation est plutôt **de toucher des personnes financièrement plus aisées pour garantir la mixité** : alors que les paniers solidaires à 3 euros fonctionnent bien et touchent un public en précarité (83% des participants ont un quotient familial inférieur à 1000), peu de paniers classiques sont commandés : « *Je pense que cela s'explique par le fait que ces paniers n'ont pas un rapport prix/quantité intéressant* », nous dit Florelle Collot, référente familles.

D. UN ENSEIGNEMENT : LE TEMPS DE L'ACTION

Un des principaux enseignements du projet concerne **le temps nécessaire à la mise en œuvre des actions dans chacun des centres sociaux**. En effet, on observe un démarrage tardif de la plupart des actions au regard du conventionnement d'un an : un point intéressant à observer dans un contexte où les conventions et appels à projets sont encore rarement pluriannuels.

Ce temps important nécessaire au lancement des projets est la conséquence :

- **des difficultés en matière de ressources humaines, de logistique et d'équipement** qui ralentissent nécessairement le lancement de certaines actions.
- **du temps nécessaire à la structuration des projets** : c'est-à-dire **le temps de réflexion indispensable** aux centres pour s'approprier une nouvelle thématique et construire des projets, qui évoluent au fur et à mesure des avancements réalisés et des partenariats noués. Ces évolutions ont pu être observées tout au long du projet, depuis les premiers

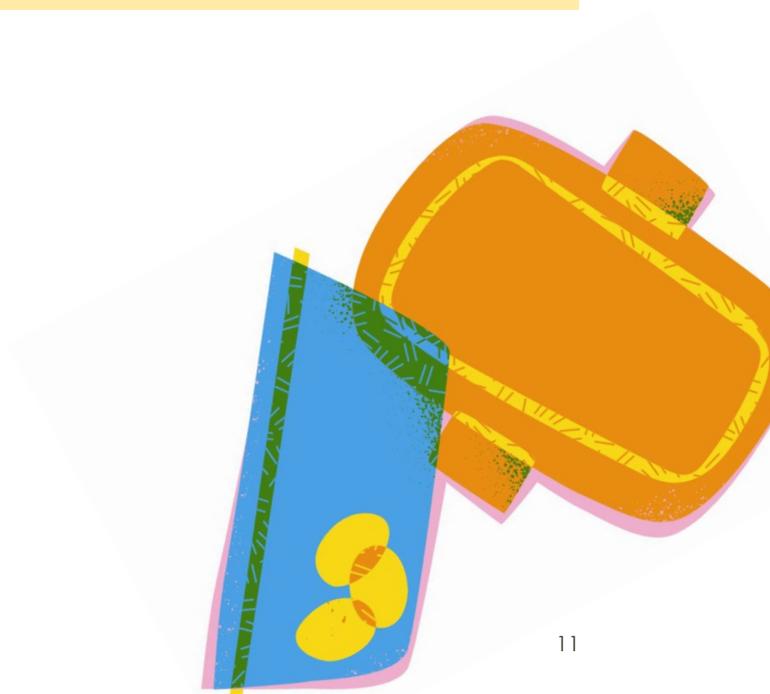
entretiens réalisés en novembre 2022 jusqu'aux derniers en septembre / novembre 2023, et matérialisés par les diagrammes logiques d'impacts de chaque centre.

Plusieurs centres sociaux ont donc **consacré un temps important à la structuration des projets avant leur lancement officiel**, pour s'assurer qu'ils répondent effectivement aux besoins et objectifs initiaux. C'est le cas du **centre social de Montbrison**, qui consacre l'année à la pérennisation des actions alimentaires existantes et à un important temps de diagnostic et de mobilisation de partenaires (notamment au sein d'un copil) en amont du lancement des nouvelles actions en octobre 2023 : « *Nous avons mis du temps à faire des diagnostics, repérer les besoins, fixer les objectifs, chercher des outils de participation pour animer les réunions. C'était un temps nécessaire pour créer un collectif se réunissant autour d'objectifs communs* » (Adeline, directrice du centre). Au **centre social Alfred Sisley**, la mise en œuvre d'un projet ambitieux - développement du jardin du centre social en micro-ferme pour approvisionner en partie une nouvelle épicerie itinérante – a également demandé **un temps de réflexion long, non anticipé au départ mais nécessaire** : « *Nous avons rencontré l'épicerie d'Andrézieux, pour comprendre leur fonctionnement et s'inspirer. Ils nous ont dit de ne pas aller trop vite pour bien faire : c'est rassurant. On est dans l'exploration, l'idée est de récolter toutes les informations possibles pour avancer, pour que dans le meilleur des cas nous commençons en septembre en faisant les choses bien* ». (Nordine Lounas, directeur du centre)

Enfin, **des projets ont aussi pu être retardés car dépendants de réponses administratives externes**. C'est le cas du projet du **centre social Alfred Sisley**, dont le lancement dépendait de nombreuses conditions de réalisation : achat d'un véhicule, habilitation à l'aide alimentaire (délivrée par la préfecture de Région), réaménagement du jardin ou encore recherche de financements pour des postes en insertion.

CONCLUSION

Si les centres sociaux engagés dans ce projet ont rencontré des difficultés communes dans la mise en œuvre de leurs actions, ils montrent surtout **une capacité à contourner les freins rencontrés, adapter les actions** et à faire avec les moyens du bord. Ce constat est à relier avec **la nature même du travail des centres sociaux**, c'est-à-dire leur aptitude à **construire des projets au fil de l'eau avec l'ensemble des parties prenantes du territoire** – notamment les habitants - et de manière **contrainte par le peu de moyens à disposition**.



PARTIE 2 - ANALYSE DES PREMIERS EFFETS DES PROJETS SUR LES CENTRES SOCIAUX ET LES PERSONNES EN SITUATION DE PRECARITE



Les limites méthodologiques de la démarche

Plusieurs impacts souhaités ont été identifiés avec les centres sociaux (sur les personnes et sur les centres sociaux eux-mêmes) mais plusieurs éléments ne permettent pas encore de construire une vision exhaustive de ces impacts :

- **Les différents projets sont encore récents** : certaines actions ont démarré en septembre/octobre 2023 et/ou concernent encore très peu de personnes. Une partie des actions mises en œuvre par les centres sociaux sont encore dans une phase de tâtonnement et les enseignements tirés seront amenés à évoluer avec la prise d'ampleur des initiatives dans les prochains mois.
- Pour ces raisons, **tous les centres sociaux n'ont pas pu interroger directement les personnes concernées par leurs actions**, malgré les outils de collecte mis à leur disposition. En revanche, **l'ensemble des centres sociaux ont été interrogés à plusieurs reprises** tout au long de la démarche.
- L'objectif est de recueillir les retours d'expérience des centres sociaux pour **croiser les constats, les mettre en perspective avec les premiers retours des personnes concernées** par les actions et exprimer un premier jugement sur leur pertinence à long-terme.

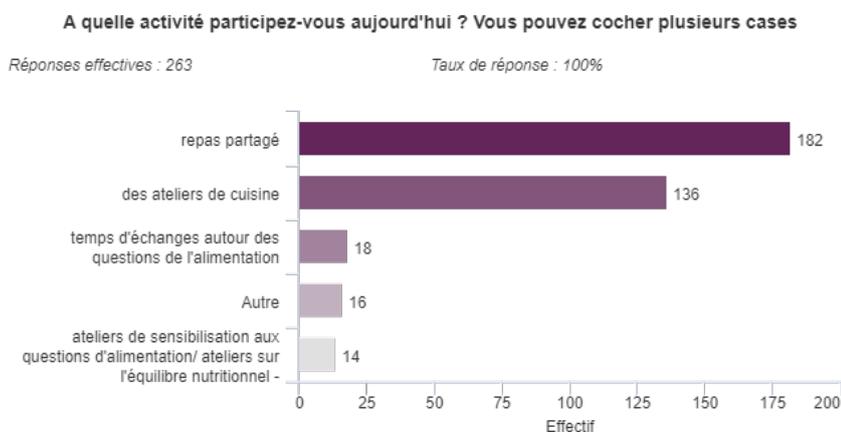


Un questionnaire à destination des personnes concernées par les ateliers

Le **questionnaire de satisfaction est rempli par des participants des ateliers** – ateliers cuisine, repas partagés, ateliers de sensibilisation / ateliers sur l'équilibre nutritionnel, temps d'échanges autour des questions de l'alimentation – directement à chaud à la fin de l'activité. Diffusé entre avril et décembre 2023 par des participants des centres La Livatte (165 réponses), EVS Jeunes Pousses (32 réponses), Marceau Mulsant (23 réponses), Montbrison (16 réponses), Mably (13 réponses), **le questionnaire a reçu au total 263 réponses**⁷. Le questionnaire récolte de l'information sur le **profil sociodémographique des personnes** (pour mesurer notamment la

⁷ Les centres Cré'actif, Soleil Levant et Alfred Sisley ont également eu des réponses (moins de 7 réponses chacun).

mixité au sein des ateliers), la **manière dont les personnes ont eu connaissance de l'atelier, leur appréciation de l'atelier et leurs remarques.**



Limites méthodologiques : la majorité des répondants sont issus du centre social La Livatte (165 réponses). Aussi, l'analyse des profils des participants sera concentrée sur l'échantillon des participants de la Livatte. Pour les autres questions, l'ensemble des réponses seront analysées mais ne peuvent constituer un retour exhaustif de l'ensemble des participants des activités mises en place par les centres.

1. QUELS SONT LES EFFETS SUR LES CENTRES SOCIAUX ?

A. LES NOUVELLES PRATIQUES DE REPERAGE DES CENTRES SOCIAUX ONT DES EFFETS EN MATIERE DE MIXITE DES PUBLICS

Lors de la construction de leurs diagrammes logiques d'impact (DLI), 6 des 9 centres sociaux ont identifié une meilleure mixité des publics comme un des impacts recherchés de leur(s) action(s) : La Livatte, Mably, Marceau Mulsant, Soleil Levant, Jeunes pousses et Alfred Sisley (voir les fiches projets).

Parmi les 9 centres sociaux, **plusieurs n'identifient pas ou peu de publics en situation de précarité – notamment alimentaire – parmi les publics du centre social** et ont pour objectif, en parallèle de la mise en place de l'action, de faire du repérage pour assurer une mobilisation du public ciblé.

Trois centres sociaux se sont ainsi **appuyés sur des partenaires locaux pour le repérage des publics prioritaires**. Ce fut le cas de **l'EVS Jeunes Pousses** qui a construit un partenariat avec l'association culturelle Dis-Moi pour toucher un public en situation de précarité qui n'était pas touché par l'EVS auparavant. L'EVS constate toucher un public nouveau - en précarité et plus âgé - grâce à sa collaboration avec l'association Dis-moi, qui permet une vraie mixité dans les ateliers mise en place (50% des places des ateliers sont réservées aux personnes précaires orientées par l'association) : « *C'est ce partenariat qui fait la plus-value de l'action. Ça a amené un public qu'on ne touche pas d'habitude* ». Le **centre social Cré'actifs** a lui

communiqué auprès des travailleurs sociaux du département, du CCAS du Chambon-Feugerolles, auprès du service ville de la politique de la ville et auprès de l'association AGASEF. Le **centre social Soleil Levant** s'est également tourné vers le CCAS de Firminy et les associations caritatives du territoire (Restos du cœur, Croix-Rouge, Secours Catholique et Emmaüs), mais ces actions n'ont pas eu de retombées sur le repérage pour l'action de groupement d'achat. Ainsi, contrairement au centre social Cré'actifs, Soleil Levant n'a pas réussi à atteindre l'objectif de 80% de bénéficiaires venant de QPV fixé par VRAC et moins de familles en précarité ont été touchées par rapport à l'objectif initial. Toucher un nouveau public en précarité est ainsi une difficulté pour certains centres.

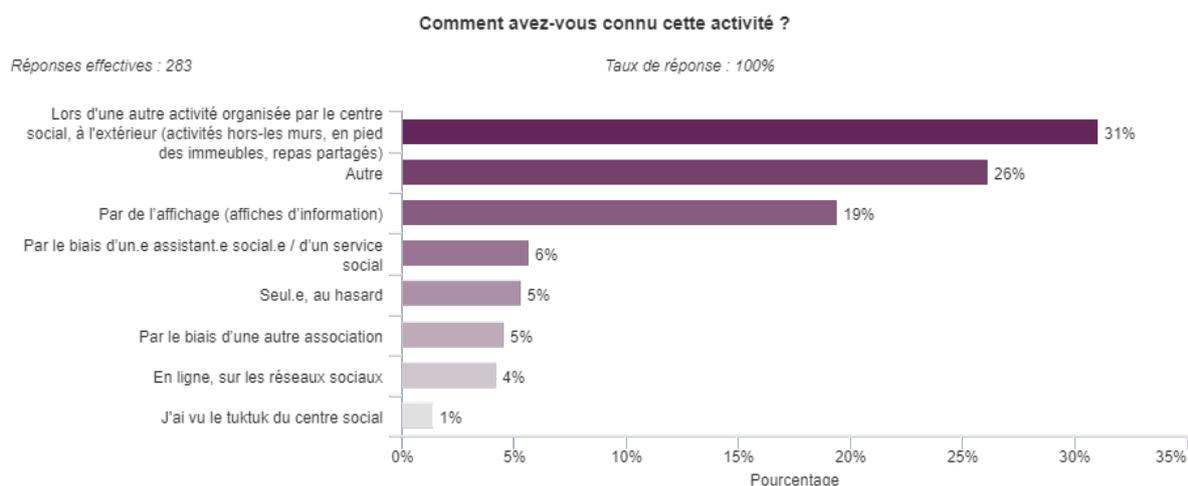
Pour certains centres, toucher un public en précarité était déjà acquis

Les centres sociaux touchant déjà des publics en situation de précarité n'ont pas eu de difficulté à capter ce public, forts de leur implantation géographique et de pratiques de repérage et de mobilisation adaptées et déjà mises en œuvre par ces centres. C'est par exemple le cas **du centre social Montbrison**, qui mobilise un public très mixte venant de Montbrison (dont quartier QPV) et de communes rurales et urbaines alentours. Le **centre social Cré'actifs** touche également déjà un public en grande précarité ; alors que les critères VRAC imposent un objectif de 80% de bénéficiaires venant de QPV sur le groupement d'achat, celui-ci a bénéficié à 100% d'adhérents QPV lors de la première distribution. Ce résultat s'explique par les pratiques de repérage du centre qui a organisé des réunions publiques au sein du QPV en amont du projet, avec des sensibilisations et un diagnostic des besoins réalisé. De la même façon, le **centre social Alfred Sisley** mobilise exclusivement une population précaire, car implanté dans le quartier le plus pauvre de Saint-Etienne. La mixité recherchée est donc plutôt culturelle et intergénérationnelle, et est atteinte lors de repas partagés organisés dans l'espace public à l'été 2023 : « *On a cuisiné et mangé rue Colette près du CADA, un quartier où il y a de gros enjeux d'inclusion pour les nouveaux arrivants. 90 personnes sont venues, c'était un rare moment d'événement extérieur où il n'y a pas de tensions, c'était très famille, très intergénérationnel, avec une vraie mixité culturelle.* » (Nordine Lounas, directeur du centre)

Deux centres sociaux (Mably, Marceau Mulsant) se sont **équipés pour mener des actions d'aller vers « hors les murs » et être davantage identifiés par de nouveaux publics** (notamment avec des équipements floqués). Pour les deux centres roannais, « *avoir un équipement chacun et floqués, et en avoir plusieurs, ça nous rend visible hors les murs. Nous avons besoin de nous équiper pour proposer le café, se déplacer facilement, être identifiés. [...] Ça change tout d'avoir un équipement à notre nom : les gens nous interpellent. [...] Nous avons une visibilité auprès des habitants mais aussi des pouvoirs publics* ». Les deux centres constatent des effets positifs à ces actions d'aller vers : de nouvelles personnes adhèrent aux actions en lien avec l'alimentation. Autre exemple d'action « hors les murs » : le **Centre social Cré'actifs mène une action portage de parole** – technique d'animation consistant à investir un espace public – au marché du Chambon-Feugerolles autour des agricultures intensives et biologiques, pour donner des notions de compréhension et faire connaître leur action de groupement d'achat.

Pour le **centre social de La Livatte**, le repérage des publics passe aussi par **l'organisation de nouveaux évènements en lien avec la thématique de la précarité alimentaire**. En mai 2023, le repas partagé lors du « Festi-Livatte » – couscous, sandwich, salade - à destination d'une centaine de personnes a permis de faire connaître les activités du centre social. Des **affiches faisant la promotion de l'action Jardin'âge** sont collées dans tout le quartier. En parallèle, le centre social multiplie les communications pour mobiliser davantage d'adhérents du centre autour des actions lutte contre la précarité alimentaire : nouveaux flyers disponibles dans le centre et sur le site internet, post-LinkedIn, plaquette sur les paniers solidaires (dans le centre), posts facebook ou encore le carnet « état d'esprit le jardin'âge à la Livatte » disponible à l'accueil du centre.

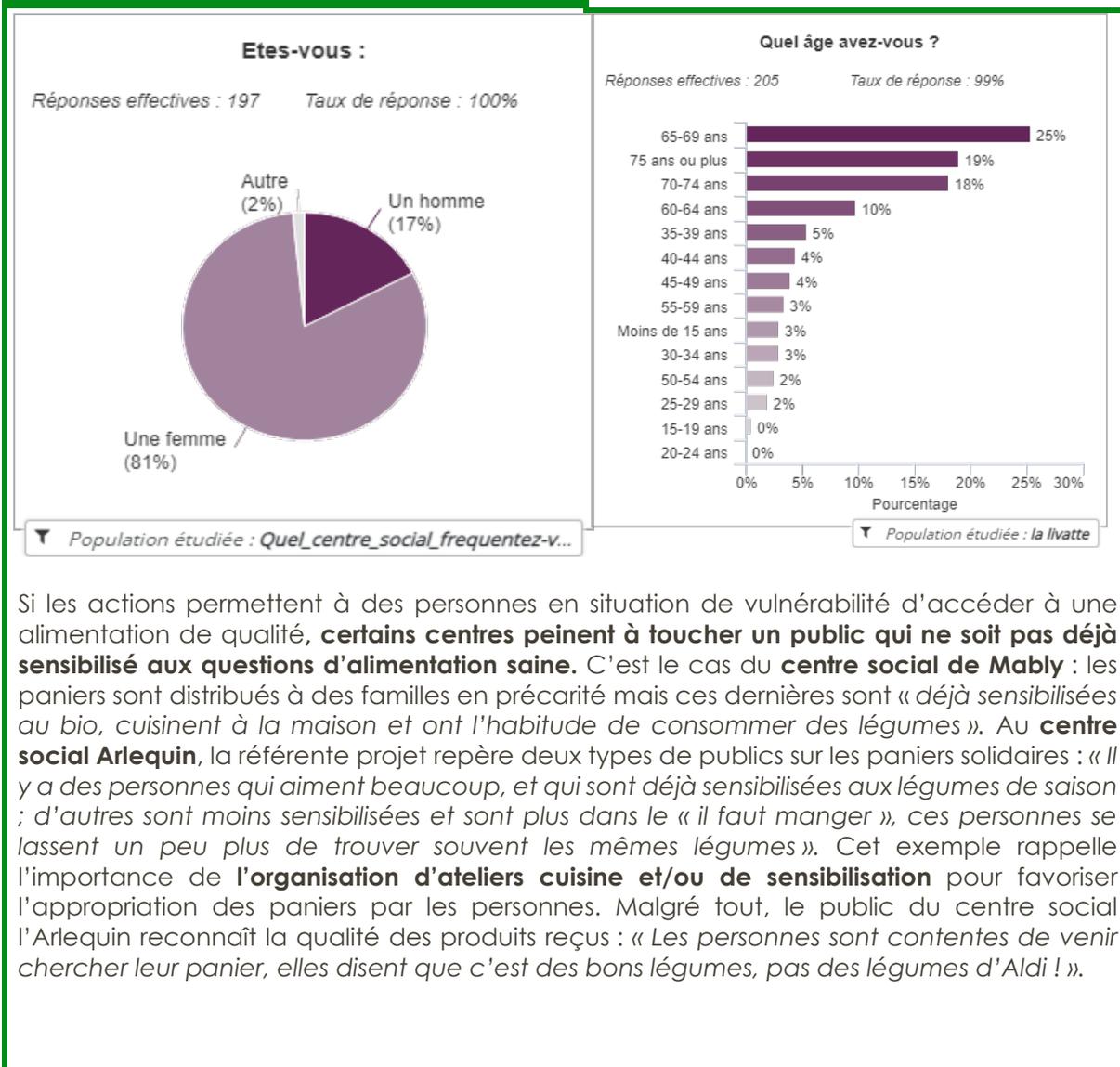
Les réponses au questionnaire mettent en avant **les actions « hors les murs » et les affichages comme des leviers efficaces** pour mobiliser des personnes au sein des ateliers : 31% des personnes ont connu l'activité lors d'une autre activité organisée par le centre social à l'extérieur, 19% par de l'affichage et 26% par une modalité autre. Parmi les 73 réponses « Autre », 34 précisent avoir eu connaissance de l'action via le centre social (hors actions hors les murs), 24 via du bouche-à-oreille (famille, amis, voisins).



ZOOM – Le public des ateliers de la Livatte

Le public des ateliers de la Livatte est majoritairement féminin (81%). Par ailleurs, si les personnes sont pour beaucoup âgées – 35% ont entre 60 et 69 ans, 37% plus de 70 ans –, elles fréquentent lors des Restos Ephémères des publics plus jeunes (un quart des participants ont moins de 60 ans), avec une **mixité intergénérationnelle**.

Un enjeu à toucher un public non sensibilisé aux questions d'alimentation saine



B. LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE ALIMENTAIRE EST UNE DES MISSIONS STRUCTURANTE POUR LES CENTRES SOCIAUX

Pour les centres sociaux qui travaillaient déjà sur l'alimentation avant 2022, le financement de nouvelles actions et/ou renforcement d'actions existantes permet **d'inscrire de manière plus marquée la lutte contre la précarité alimentaire dans les stratégies des centres sociaux**.

- Pour **le centre social Marceau Mulsant**, l'alimentation était déjà un axe de travail en tant qu'outil de création de lien social (ateliers cuisines, jardin partagé, petits déjeuners mensuels...) mais prend une nouvelle dimension en ciblant l'axe précarité : « ça a influé

*aussi sur la vie du centre. C'était un sujet déjà présent, il y avait l'atelier cuisine, mais en 2023 c'est devenu **un peu le sujet de l'année** ».*

- Pour l'**EVS Jeunes Pousses**, ce projet a donné envie aux équipes de poursuivre le travail sur la thématique de l'alimentation et du lien social, avec **de nouveaux ateliers en projet pour la rentrée** (par exemple, des ateliers cuisine réguliers).
- Le **centre social Montbrison** inscrit désormais le projet de lutte contre la précarité alimentaire dans **le projet social du centre social pour les quatre années à venir**, sur impulsion des membres du bureau et en accord avec un comité de pilotage actif et motivé par la dynamique.
- Pour donner de l'importance et du suivi au projet, le **centre social de Mably** impulse la création d'une **Commission alimentation au sein du centre social**. Dans les prochains mois, les participant-es aux ateliers seront invités à rejoindre la Commission. Même constat dans **le centre social Soleil Levant** : un Commission Alimentation et précarité se réunit et inclut des habitants (3 réunions organisées en décembre 2022, février 2023 et mai 2023 avec 6 participants par réunion en moyenne). Le **centre social Montbrison** élargit son Comité de Pilotage aux partenaires de ses actions alimentation, qui permet au centre social d'être le catalyseur d'une dynamique partenariale où des liens se créent entre acteurs de champs différents.
- Le **centre social Cré'actifs** (qui avait déjà mis en place des ateliers cuisine par le passé), dédie un poste pour coordonner le projet. L'équipe de salariés est motivée, le conseil d'administration suit de près les actions et le centre social a obtenu des financements pour continuer la démarche.

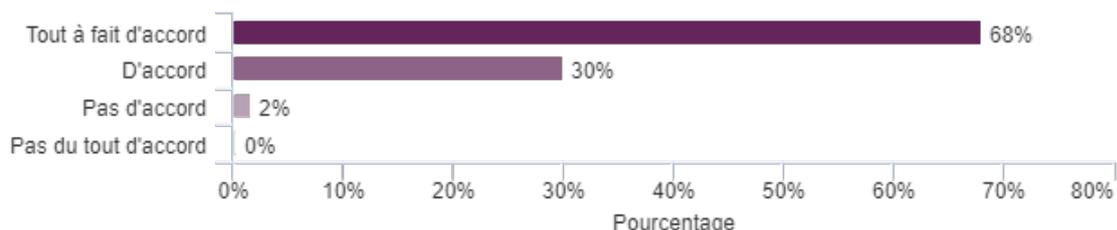
Par ailleurs, des **liens se nouent entre les différents projets des centres sociaux** et des **dynamiques de transversalité se créent en interne**. Parmi les 9 centres, 6 d'entre eux constatent des liens qui se sont créés entre leurs différentes actions portées par leur centre social. Cette transversalité permet **davantage de mixité dans les publics** participant aux actions de lutte contre la précarité alimentaire. Ainsi, les adhérents jardiniers du **centre social Marceau Mulsant** viennent aux ateliers cuisine, et inversement. Au **centre social de Mably**, les ateliers cuisine ont été associés aux ateliers Français Langue Etrangère (FLE), apportant une mixité culturelle très appréciée par les participants. Le **centre social La Livatte** constate également un décloisonnement des activités entre elles : des participants aux ateliers numériques participent désormais aux Restos éphémères. Même constat au **centre social Soleil Levant**, les projets se rejoignent davantage et certaines actions lutte contre la précarité alimentaire pourraient être proposée dans le futur au centre de loisirs à destination des enfants : *« Pleins de ponts se créent entre les projets. Le projet démocratie rejoint le projet vrac, qui peut rejoindre le secteur famille sur certaines actions menées. C'est encore un peu flou mais il y a des impacts en interne. »*. Au **centre social de Montbrison**, des liens entre les projets de lutte contre la précarité alimentaire se créent peu à peu, notamment avec la commission environnement du centre social (qui travaille sur des actions anti-gaspillage). Le projet du **centre social Alfred Sisley** prévoit déjà le lien entre les deux grandes actions du projet : la micro-ferme a pour objectif, à terme, d'approvisionner l'épicerie solidaire itinérante. De plus, le centre social tient un café solidaire animé par la référente du jardin partagé, où ont déjà lieu des repas partagés : des ateliers cuisine prévus pour animer l'épicerie solidaire pourraient s'y tenir.

Les réponses au questionnaire de satisfaction des ateliers illustrent bien cette dynamique : **98% des répondants sont favorables à participer à une autre activité du centre social** suite à un atelier et **89% favorables à s'impliquer dans d'autres projets du centre social**. Ces réponses illustrent la circulation des publics parmi l'offre des centres sociaux et l'effet « boule de neige » provoqué par une nouvelle offre en lien avec l'alimentation.

La session vous a-t-elle donné envie de participer à une autre activité ?

Réponses effectives : 254

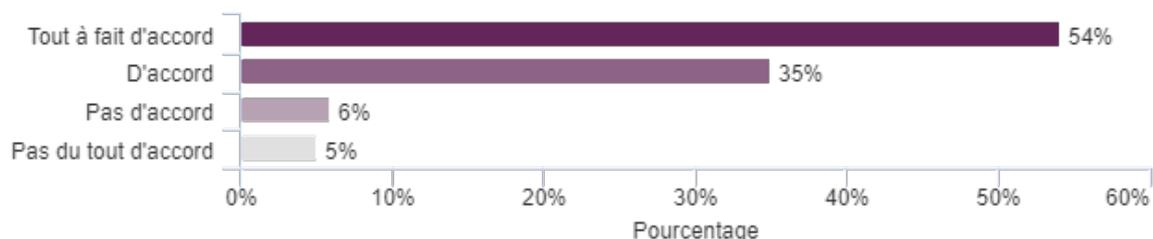
Taux de réponse : 97%



La session vous a-t-elle donné envie de vous impliquer dans les autres projets du centre social ?

Réponses effectives : 220

Taux de réponse : 84%



E. DES DYNAMIQUES DE PARTICIPATION ET D'INITIATIVE CITOYENNE SONT CREEES

Lors de la construction de leurs diagrammes logiques d'impact (DLI), **3 des 9 centres sociaux ont identifié la participation des publics comme des impacts recherchés de leur(s) action(s) : le centre social Montbrison, Soleil Levant et Cré'actifs**. Pour d'autres centres sociaux, la participation des personnes reste secondaire à ce stade ou moins facile à mettre en œuvre (**Marceau Mulsant, EVS Jeunes Pousses, La Livatte, Alfred Sisley**).

Certaines actions sont pilotées et/ou mises en œuvre par des adhérents eux-mêmes. Par exemple, les paniers solidaires du **centre social de Montbrison** sont gérés par deux personnes adhérentes, qui participent à la réflexion sur le projet et à l'organisation des distributions. Sur les P'tits festins, entre 6 et 8 adhérents constituent le menu et participent à la préparation des repas (ateliers cuisine) avec la référente. C'est aussi le cas à **La Livatte** où 4 à 5 adhérents participent chaque semaine à la cuisine du Resto éphémère ; sur l'action de jardin, le salarié référent est accompagné dans sa gestion par 4 adhérents bénévoles, avec un objectif d'autonomisation du jardin à terme.

Des instances ou temps de suivi sont créés avec des habitants qui participent aux actions alimentaires, pour construire le projet ensemble, en adéquation aux besoins même si la

décision finale revient à la structure. La **Commission alimentation et précarité du centre social Soleil Levant** se réunit tous les mois et demi avec des habitants. Elle participe à la conception de projet, aux distributions fruits et légumes, met en place les commandes groupées avec l'appui du centre social. Le **Comité de pilotage de Montbrison** réunit bénévoles, salariés du centre social, habitants et partenaires pour repenser ensemble les actions. Le Copil est ouvert aux habitant-es et une personne en situation de précarité s'y est particulièrement investie, avec un impact fort sur le projet : sa parole est prise en compte au même titre que les autres et a permis de garder le cap sur l'objectif mixité de l'action du groupement d'achat, pour éviter les phénomènes de stigmatisation *« Elle trouve une place, se sent à l'aise dans ce groupe, et comme elle voit que ce qu'elle amène est entendu, c'est valorisant : elle voit que des choses vont se concrétiser »*. Le **centre social Marseau Mulsant** organise **des temps de bilan et d'échanges avec les personnes** participant à l'action des paniers solidaires.

Par ailleurs, des **diagnostics des besoins sont réalisés en amont des projets, pour les adapter aux besoins réels des personnes concernées**. Un diagnostic des besoins a été effectué par le **centre social Soleil levant** et 85 personnes ont été consultées par questionnaire sur leurs besoins. Le **Centre social Cré'actifs** a consulté les personnes en amont du lancement des différentes actions pour recueillir les attentes, envies et besoins : par exemple, un questionnaire avec des questions sur le groupement d'achat et deux actions de repérage avec l'association Vrac pour consulter et mobiliser des personnes. Les habitants du **centre social de Mably** sont questionnés sur le type d'animation à proposer dans le cadre de la future cuisine mobile.

Evaluation des centres sociaux itinérants produite par le cabinet ASDO⁸

En 2021, la Fédération nationale des Centres sociaux et socioculturels de France propose dans le cadre de France Relance le déploiement sur 2 ans de projets itinérants portés par 81 Centres sociaux, 4 EVS ou 6 Fédérations. Commandité pour réaliser une évaluation de ces initiatives, le cabinet Asdo tire plusieurs conclusions allant dans le sens des constats repérés pour les centres sociaux du roannais et le centre social Arlequin :

1/ l'itinérance peut être structurante pour le développement de partenariats locaux et « activateur de partenariats locaux »

2/ L'itinérance permet la rencontre de nouveaux publics, de développer de l'interconnaissance et de plus largement renouveler les régimes d'interaction des centres sociaux avec les acteurs

3/ l'itinérance bouscule les pratiques du centre social : réorganisation des modes de travail au sein du centre, rejet de certains professionnels si le projet est imposé, **contraintes matérielles et logistiques fortes**, conditions de travail plus difficiles

⁸ Pour en savoir plus, visionner le webinaire de restitution de l'enquête : https://www.youtube.com/watch?v=8276YvWtdlY&ab_channel=Centresociaux

C. LES EQUIPES DES CENTRES SOCIAUX MONTENT EN COMPETENCE SUR LA THEMATIQUE DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE ALIMENTAIRE

Pour certains centres, la thématique de la lutte contre la précarité alimentaire est nouvelle et les salariés ne sont pas toujours sensibilisés à ses enjeux.

Plusieurs centres choisissent de **mettre en place des formations communes pour sensibiliser et aider concrètement à la mise en place des actions**. L'association Récup & Gamelles propose une formation aux salariés des centres Marceau Mulsant, la Livatte et de Mably pour aider à la mise en place des ateliers cuisine (éléments théoriques sanitaires sur les DLCS, DLUO, etc ; astuces antigaspillage...). Pour la mise en place des actions VRAC, les centres sociaux concernés (Soleil Levant et Cré'actifs) bénéficient également d'une formation de l'association Vrac (comment utiliser les outils de distribution, le site internet de Vrac, comment finaliser la distribution, compter la caisse, etc.).

Pour un centre social (Marceau Mulsant), la mise en œuvre des actions a également **un impact sur les pratiques alimentaires des professionnels eux-mêmes** :



« Même si on a les moyens, on ne mangeait pas autant de légumes locaux de saison avant ! ».

Dans plusieurs centres sociaux ayant mis en place des distributions de paniers, des salariés ont choisi de bénéficier également de cette offre.

E. LES CENTRES SOCIAUX DEVELOPPENT DES PARTENARIATS AVEC LES ACTEURS DE L'ECOSYSTEME DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE ALIMENTAIRE ET SONT IDENTIFIES COMME DES ACTEURS DE CET ECOSYSTEME

La mise en œuvre d'actions de lutte contre la précarité alimentaire pousse les centres sociaux à **se tourner vers les acteurs investis sur leur territoire**, pour le repérage de publics ou pour une collaboration plus opérationnelle.

Les centres sociaux ont ainsi chacun construit des partenariats opérationnels pour la mise en œuvre des projets :

	Partenaires opérationnels principaux sur la thématique de l'alimentation (hors orienteurs)
Soleil Levant	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Centre social Cré'actifs (groupement d'achat) ▪ VRAC Saint-Etienne (groupement d'achat) ▪ Coopérative De la Ferme au Quartier (logistique) ▪ Jardins de Valériane - Réseau Cocagne (offre produits frais)
Cré'actifs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Centre social Soleil Levant (groupement d'achat) ▪ VRAC Saint-Etienne (groupement d'achat) ▪ Coopérative De la Ferme au Quartier (logistique) ▪ Jardins de Valériane - Réseau Cocagne (offre produits frais) ▪ Bailleur Habitat métropole (repérage)
Montbrison	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Association CILDEA - Réseau Cocagne (paniers solidaires) ▪ Biocoop (groupement d'achats) ▪ 17 partenaires membres du COPIL (institutionnels, associations, fournisseurs : CILDEA, UP, Croix Rouge Boen et Montbrison, Restos du Cœur, Secours Populaire, Habitat et humanisme, Biocoop, Ligue contre le cancer, AMAP, Ville de Montbrison, PAT Loire Forez Agglomération, La fabuleuse cantine, MFT, ADDEAR, ARS, MJC)
Marceau Mulsant	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Centres sociaux Mably et La Livatte (paniers solidaires) ▪ Biocultura – ACI Réseau Cocagne (paniers solidaires)
Mably	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Centres sociaux Marceau Mulsant et La Livatte (paniers solidaires) ▪ Biocultura – ACI Réseau Cocagne (paniers solidaires)
La Livatte	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Centres sociaux Mably et Marceau Mulsant (paniers solidaires) ▪ Biocultura – ACI Réseau Cocagne (paniers solidaires)
Arlequin	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les Jardins de Valériane (paniers solidaires)
Jeunes Pousses	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Association Dis-Moi (orientation des publics) ▪ Intervenants aux ateliers : l'Association de Développement de l'Emploi Agricole et Rural (ADEAR) 43, le collectif Résiliacteurs 43, le conférencier gesticulant Mathieu Dalmais, une naturopathe et une praticienne de médecine chinoise
Alfred Sisley	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Loire Service environnement (association ACI maraîchage) (paniers solidaires) ▪ Banque alimentaire et commerces de proximité (approvisionnement épicerie) ▪ La Ville de Saint-Etienne (inscription dans candidature de la Ville pour Territoire Zéro Chômeurs - non retenue) ▪ DDETS (financeur postes CDDI – épicerie et micro ferme) ▪ Partenaires orienteurs : CCAS, conseil départemental, CAF, associations

Désormais identifiés comme acteurs investis sur la thématique, plusieurs centres sociaux sont désormais **sollicités pour porter de nouveaux projets**. Au printemps 2023, les **trois centres sociaux du territoire roannais (Mably, la Livatte et Marceau Mulsant) sont sollicités par le Projet alimentaire territorial (PAT) du Roannais** pour répondre à l'appel à projets Mieux Manger pour Tous en consortium (les centres sociaux, la maison des jeunes et de la culture, Etamine, Vivre Bio en Roannais, une épicerie étudiante, familles rurales, biocultura). Le centre social Marceau Mulsant porte ce projet de marché solidaire tournant. Les centres sociaux du territoire Roannais ont également la volonté de s'inscrire dans la **programmation 2024 du l'évènement Roanne Table Ouverte (gastronomie et culture)**. Dans la même perspective, le **centre social de Montbrison est sollicité par le CILDEA** (association jardin d'insertion) pour **répondre ensemble à l'appel à projet Mieux Manger pour Tous** pour pérenniser le projet de paniers solidaires⁹. Le **centre social Alfred Sisley est également investi** dans un projet de tiers-lieu culturel de la Ville de Saint-Etienne qui portera une cuisine pédagogique collective.

Les centres sociaux sont également **davantage identifiés par les institutions comme acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire**. Lors de l'instance de coordination départementale de lutte contre la précarité alimentaire de la Loire, pilotée par le DDETS de la Loire le 13 septembre 2023, la Fédération des centres sociaux, accompagnée du centre social Montbrison, est invitée à présenter les actions menées par les centres sociaux en matière d'alimentation. De son côté, le **centre social Jeunes Pousses** participe à l'instance départementale de la Haute Loire, pilotée par le DDETS le 7 novembre 2023 : *« Les réunions de réseau sont importantes pour identifier avec qui faire les projets et relancer les partenariats. Une fois que tu es pris dans ton lieu, ton habitude, tu ne prends plus le temps d'aller voir les partenaires »* (Noémie, centre social Jeunes Pousses). Plusieurs des centres sociaux sont également amenés à **participer à des réunions de projets alimentaires territoriaux (PAT)**.

Par ailleurs, **les centres sociaux font réseau entre eux sur la thématique**, permettant un **développement opérationnel parfois plus rapide sur certaines actions** (notamment de paniers, de groupement d'achats), un partage des réflexions et plus globalement de se donner à voir de nouvelles manières de faire. Plusieurs exemples vont dans ce sens :

- Les **trois centres sociaux du Roannais (Marceau Mulsant, Mably et la Livatte)** ont construit ensemble **le projet de paniers solidaires avec Biocultura**, avec une communication commune et des prix et critères d'éligibilité communs. Les trois centres se réunissent régulièrement pour construire le projet et partager leurs actualités ; ils prévoient également d'organiser un « temps fort » au printemps 2024 pour rendre compte des projets aux habitants et aux autres structures du territoire.
- De la même façon, les **centres sociaux Soleil Levant et Cré'actifs ont renforcé leurs liens en construisant ensemble le projet de groupement d'achat**, de la mise en place du partenariat avec VRAC, aux rencontres organisées avec de potentiels fournisseurs de produits frais et aux projets d'actions de sensibilisation communes à mettre en place. Les centres établissent un lien régulier, se partagent les tâches, informations et avancées tout au long de la mise en œuvre du projet.
- Le **centre social de Montbrison a rendu visite au centre social Soleil Levant** pour s'inspirer dans la mise en place de leur groupement d'achat.

⁹ Projet finalement non déposé avec l'association CILDEA qui a fermé ses portes.

En parallèle, la fédération des centres sociaux est en charge **de coordonner l'ensemble des actions**. Plus concrètement, la fédération assure une **veille des appels à projets** sur la thématique, suit les **projets mis en place au quotidien** et **met en lien les structures quand des problématiques communes sont repérées**. Le sujet de l'alimentation peut aussi être traité au sein du **groupe de travail Environnement de la fédération**.

CONCLUSION

Si la question de l'alimentation a toujours été présente dans l'activité des centres sociaux pour travailler le lien social et le bien-être des habitants, on observe aujourd'hui une **montée en puissance de la thématique sous l'angle des questions de précarité**. Elle génère une multiplication des actions des centres, la mise en cohérence de ces actions, tout en restant **fidèle aux paradigmes historiques des centres sociaux** : les projets mis en place sont éloignés des actions d'aide alimentaire classiques et l'accent est mis sur des **projets multi partenariaux, en mixité, non stigmatisants et favorisant le lien social et le choix des habitants**.

2. QUELS SONT LES EFFETS SUR LES PERSONNES EN SITUATION DE PRECARITE ?

A. LES PERSONNES EN SITUATION DE VULNERABILITE ONT DEVELOPPE DE NOUVEAUX CERCLES DE SOCIABILITE

Lors de la construction de leurs diagrammes logiques d'impact (DLI), 6 des 9 centres sociaux ont identifié le développement de lien social comme un des impacts recherchés de leur(s) action(s) : La Livatte, Montbrison, Mably, l'Arlequin, l'EVS Jeunes pousses et Alfred Sisley.

La mise en place d'activités en lien avec l'alimentation permet de créer **des espaces conviviaux créateurs de lien social**. Les participants aux activités peuvent se retrouver fréquemment et rencontrer de nouvelles personnes dans des espaces parfois mixtes et intergénérationnels.

Parmi les retours qualitatifs partagés en entretien :

- Le **centre social de Mably** constate des appréciations positives des ateliers, qui favorisent le lien social, avec une « belle cohésion de groupe » : « *Pendant la cuisson on s'est posé ensemble pour faire un jeu du pendu sur le mot « cuisine », puis traduit dans toutes les langues que les personnes parlaient. Les échanges étaient sympathiques, ça a donné une bonne énergie sur le groupe cuisine et ça se ressent aussi sur l'atelier français* ».
- Le **centre social La Livatte** constate que l'organisation hebdomadaire des restos éphémères a des conséquences fortes en matière de lien social pour les participants. Des

liens se créent entre personnes isolées et la mobilisation au sein des Restos dure dans le temps.



L'activité permet aux personnes qui sont seules de ne plus l'être pendant un moment. Ça permet aussi de connaître des gens qui sont seuls".

Une personne âgée participant à un Resto éphémère (La Livatte), ayant connu l'activité grâce à une action hors les murs

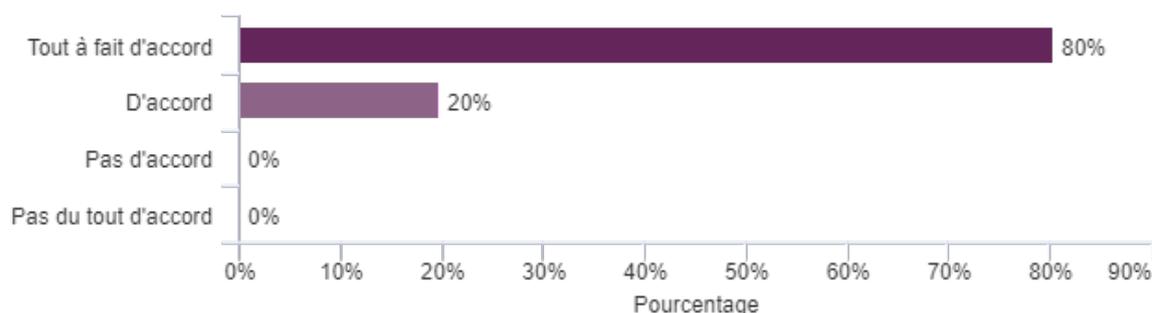
- Même constat de l'**espace de vie sociale Jeunes Pousses** : « Ce qui ressort c'est ce besoin de lien, avoir un moment convivial. [...] Le fait de préparer ensemble c'est autre chose, l'ambiance est différente et très chouette. Trois personnes de Dis-moi s'inscrivent systématiquement aux ateliers, c'est un signe que ça plaît ». **L'aspect intergénérationnel** des ateliers parents enfants rencontre également du succès : « il y a une vraie demande et un vrai plaisir, les gens en veulent plus ! »
- Le **centre social de Montbrison** se réjouit également des retours positifs des participants au Ptit Festin, notamment en termes de convivialité et de lien social et la mobilisation dure dans le temps.

Les 238 réponses à la question relative à l'ambiance et la convivialité vont également dans le sens d'un lien social accru :

vous passez de bons moments et trouvez qu'il y a une bonne ambiance ?

Réponses effectives : 238

Taux de réponse : 90%



Par ailleurs, parmi les 36 réponses à la question « Quel est le message le plus important que vous avez retenu de cet atelier ? », **28 ont trait au lien social et à la convivialité** : « échange entre jeunes et adultes », « des liens se créent », « il y a une bonne ambiance avec diverses personnes. », « partage », « collectif », « j'aime la convivialité durant les repas, le partage des savoirs », « créer du lien, être moins isolé, échanger », etc.

Quel est le message le plus important que vous avez retenu de cet atelier ?

Réponses effectives : 186

Taux de réponse : 61%



B. LES PERSONNES EN SITUATION DE VULNERABILITE ONT ACQUIS DE NOUVELLES COMPETENCES/ONT DEVELOPPE DE NOUVELLES CAPACITES / LES PERSONNES EN SITUATION DE VULNERABILITE CHANGENT DE REGARD SUR LEURS CAPACITES

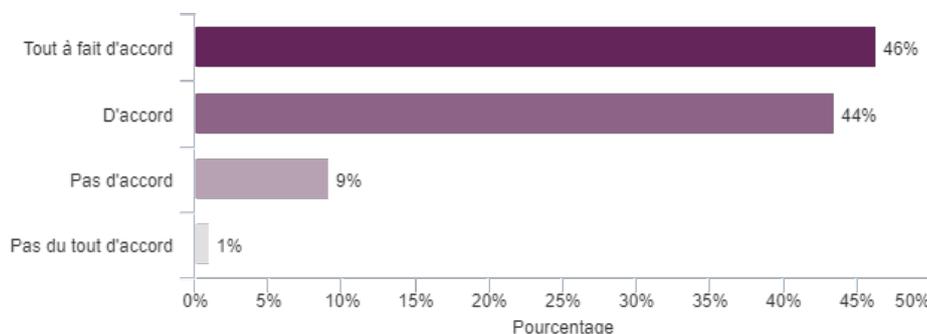
Lors de la construction de leurs diagrammes logiques d'impact (DLI), 8 des 9 centres sociaux ont identifié le développement de nouvelles compétences comme un des impacts recherchés de leur(s) action(s) : La Livatte, Montbrison, Marceau Mulsant, Soleil levant, Arlequin, Cré'actif, l'EVS Jeunes pousses et Alfred Sisley.

Les participants interrogés via le questionnaire partagent **une montée en compétence sur le sujet de l'alimentation**, particulièrement marquée pour les ateliers cuisine. Pour l'EVS Jeunes Pousses, les ateliers permettent de découvrir de nouveaux plats qui ne seraient pas mangés sans cet atelier et de « se reconnecter au plaisir de se nourrir, même si ponctuel. Pour une personne, ce repas représente « son repas de la journée ». Le centre social Cré'actifs observe, à travers la mise en place du groupement d'achat et des ateliers de sensibilisation, des premiers changements à confirmer sur le long terme : « Les premières personnes commencent à se dire qu'il y a d'autres façons de consommer. ».

Grâce à cet atelier, avez-vous acquis de nouvelles compétences et connaissances liées à l'alimentation ?

Réponses effectives : 285

Taux de réponse : 93%



Toutes les réponses au questionnaire vont dans le sens **de cette montée en compétence sur le sujet de l'alimentation**, quel que soit le format d'atelier mais néanmoins particulièrement marqué pour les ateliers cuisine. Ainsi, tout atelier confondu, à la question « avez-vous acquis

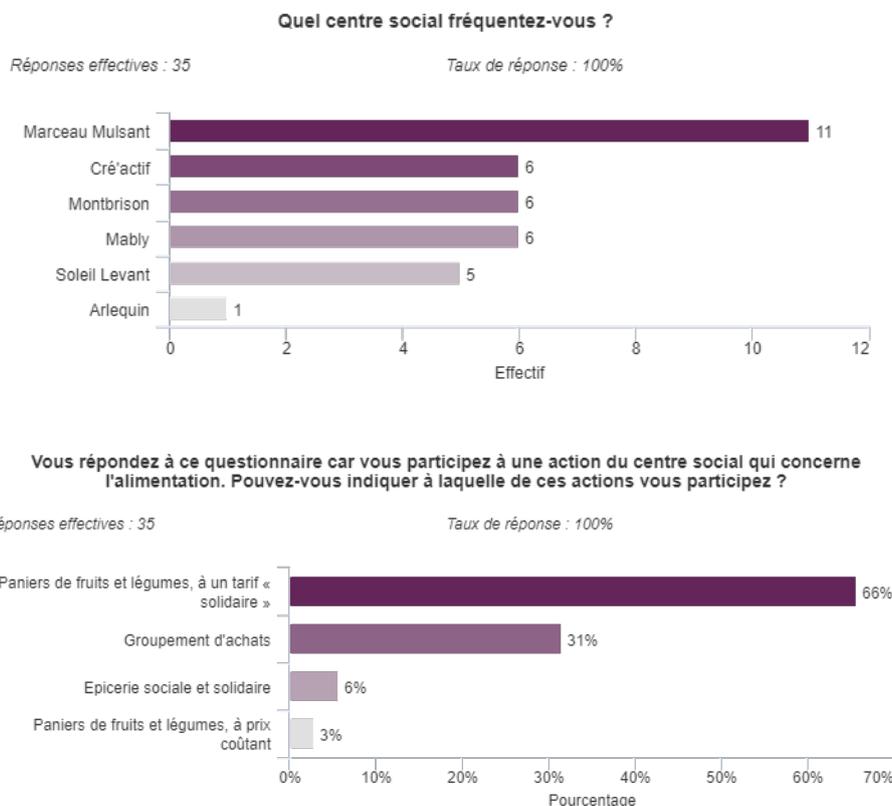
de nouvelles compétences et connaissances liées à l'alimentation », 90% des personnes interrogées ont répondu « d'accord » ou « tout à fait d'accord ».

C. LES PERSONNES EN SITUATION DE VULNERABILITE ONT UN MEILLEUR ACCES A DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE QUALITE

Lors de la construction de leurs diagrammes logiques d'impact (DLI), 8 des 9 centres sociaux ont identifié l'accès à des produits de qualité comme un des impacts recherchés de leur(s) action(s) : La Livatte, Montbrison, Mably, Marceau Mulsant, Soleil Levant, Cré'actifs, l'Arlequin et Alfred Sisley.

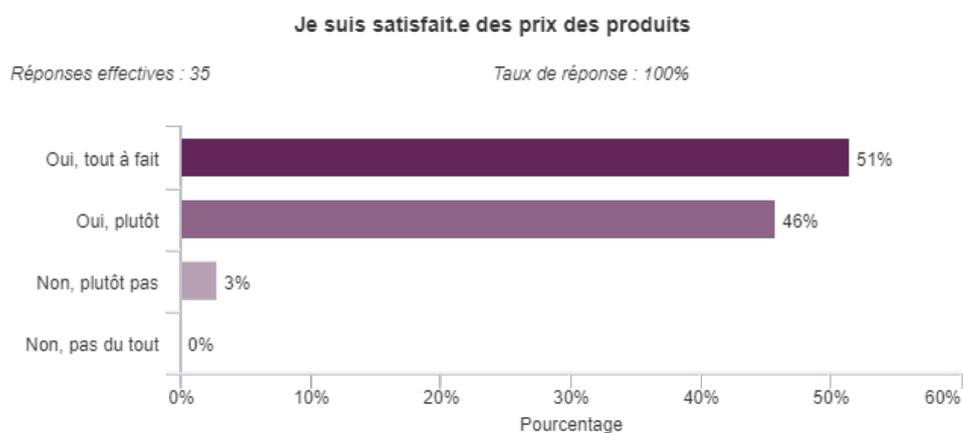
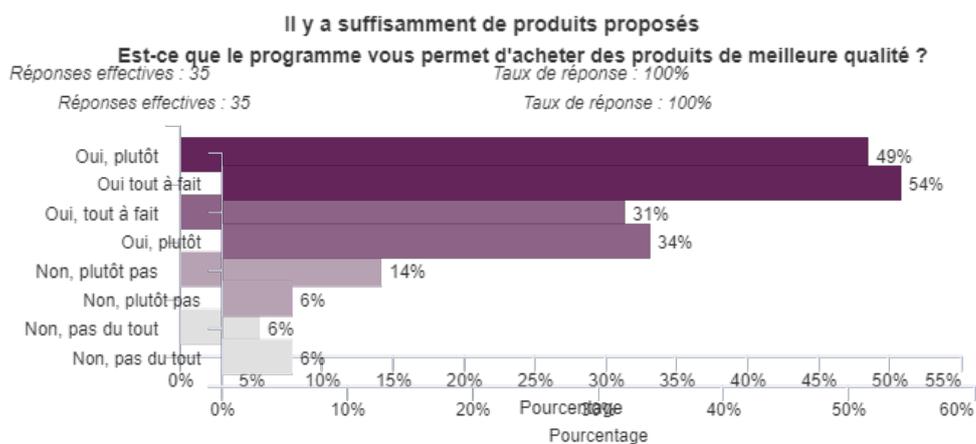
Un questionnaire à destination des personnes concernées par les actions d'offre alimentaire

Si en novembre 2023, **six centres ont mis en place une action d'offre alimentaire** (paniers solidaires ou groupement d'achat), certaines de ces actions n'ont pu démarrer qu'à l'automne 2023, avec encore peu de bénéficiaires. Dès lors, le bilan intervient avec peu de recul temporel et seulement 35 personnes ont répondu au questionnaire de satisfaction.



Néanmoins, des premiers enseignements peuvent être tirés grâce à ces premières réponses et aux entretiens avec les centres concernés.

Les personnes bénéficiaires d'une nouvelle offre alimentaire (sous forme de paniers solidaires ou de groupement d'achat) sont globalement **satisfaites des produits reçus**. Le **centre social de Mably** remonte des retours positifs des personnes sur les tarifs et la qualité des paniers, qui bénéficient à un public en grande difficulté économique. Au **centre social Cré'actifs**, même constat pour le groupement d'achat VRAC en termes de satisfaction sur les prix et la qualité : « L'huile bio de VRAC est moins chère que l'huile bio de Lidl ; ils étaient étonnés de voir que c'est aussi bien pour ce prix. » ; « On a eu des retours dès la première distribution. Des gens qui n'avaient pas commandé ont aussi vu la distribution ont dit « j'irai commander ! ». Au **centre social Arlequin**, la référente projet indique que les personnes « sont contentes de venir chercher leur panier, elles disent que c'est des bons légumes, pas des légumes d'Aldi ! ». Les réponses au questionnaire appuient ces premiers constats : **80% des personnes sont satisfaites de la quantité de produits proposés** et **97% sont satisfaites du prix des produits**. Par ailleurs, **88% des personnes déclarent que les actions leur permettent d'accéder à des produits de meilleure qualité**.

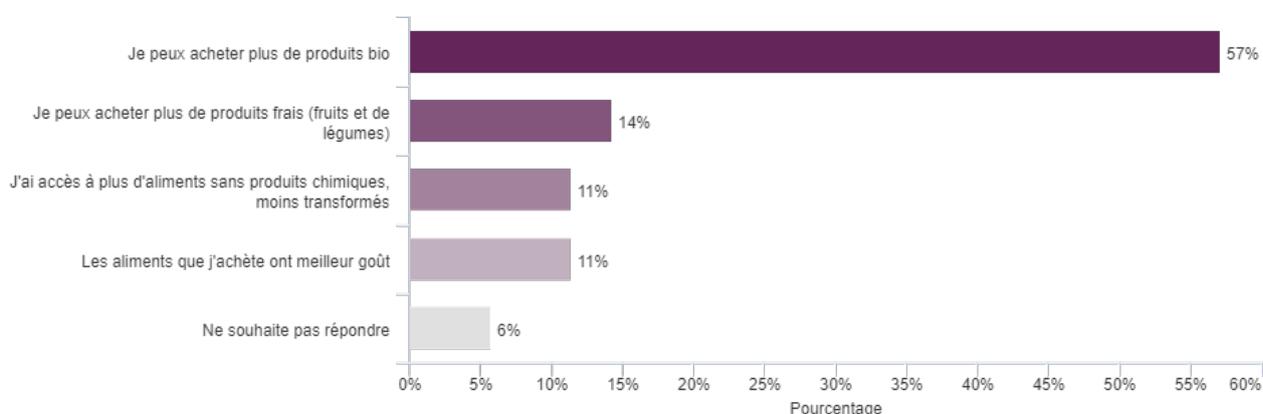


De fait, l'offre bénéficie à des personnes qui n'auraient pas accès à ce type de produits (bio, locaux, de qualité) sans la mise en place de cette offre. C'est par exemple ce que relève le **centre social Soleil Levant** : « [les personnes] sont d'abord venues car c'est un projet du centre social et qu'ils ont envie de participer, mais dans leur tête ça commence à faire son chemin : ce ne sont pas des personnes qui mangeraient du bio habituellement ». Aussi, **57% des répondants au questionnaire estiment accéder à une alimentation de meilleure qualité grâce à l'achat de produits bio.** Au **centre social Arlequin**, une partie des adhérents aux paniers solidaires sont des personnes en situation de précarité « qui sont moins sensibilisées [aux légumes de saison] et qui sont plus dans le « il faut manger » ».

Si oui, qu'est-ce qui vous fait dire que les aliments sont de meilleure qualité (principalement) ? Une seule réponse possible.

Réponses effectives : 35

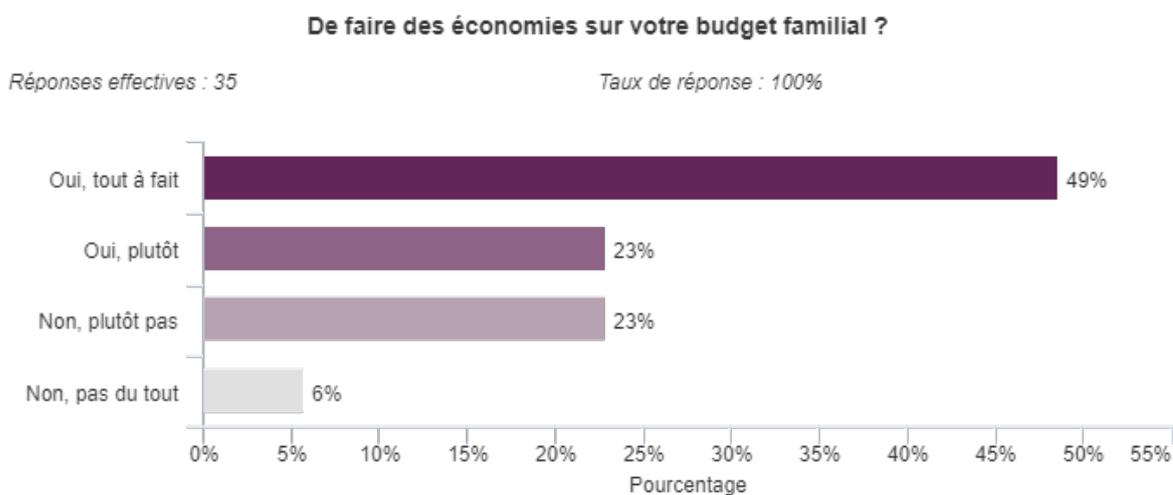
Taux de réponse : 100%



L'analyse des questionnaires permettent également de repérer **deux axes d'améliorations principaux** :

- Les participants aux groupements d'achats relèvent un **manque de diversité des produits** : « Je voudrais manger un peu plus de produits frais » ; « S'il était possible d'avoir un choix de fruits et légumes » ; « Peut-être intégrer les légumes et fruits... », etc. Plusieurs centres ont d'ailleurs pour projet de **travailler sur la diversité de l'offre** : Soleil Levant et Cré'actifs souhaitent lancer une offre de produits frais avec les Jardins de Valériane (Réseau Cocagne), en plus du groupement d'achat VRAC qui propose des produits secs.

- Plusieurs participants souhaiteraient pouvoir bénéficier d'une offre plus régulière** (la plupart des distributions ont lieu une fois par mois) : « *Distribution de panier pas assez fréquente* » ; « *Distribution une fois par mois, c'est trop peu pour améliorer l'alimentation et le budget.* ». Ce même constat est repéré par **le centre social de Mably** : « *Pour l'instant, les distributions sont proposées une fois par mois. Les participants disent que c'est un petit coup de pouce dans leur budget et dans l'alimentation mais il faudrait que ce soit plus régulier (une fois par semaine) pour avoir un impact important dans leur quotidien* ». Dans cette perspective, un **peu moins d'un tiers des répondants au questionnaire estiment ne pas faire des économies sur leur budget familial grâce à ces actions.**



PRESENTATION DES 9 PROJETS (FICHES PROJET)

CENTRE SOCIAL ALFRED SISLEY



direction@espacesisley.org



Saint-Etienne (quartiers Sud-Est)



Epicerie sociale itinérante, jardin / micro-ferme, paniers solidaires, aller-vers, insertion

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet vise à mettre en place plusieurs actions :

- **Une épicerie sociale itinérante** : pour des personnes en situation de précarité, avec des produits secs et des paniers solidaires de Loire Service Environnement (association chantier d'insertion)
- **Une micro-ferme** (développement du jardin partagé du centre social), pour faire du lien social et flécher une partie des denrées récoltées vers l'épicerie
- **Un chantier d'insertion avec 6 postes en CDDI** (contrat à durée déterminée d'insertion) mobilisés sur l'épicerie et la micro-ferme
- **Des actions d'aller-vers et de sensibilisation** : médiations sociales et culturelles, repas partagés, ateliers cuisine

FINANCEMENTS DU PROJET

Budget global des actions : 78 125 euros

Financement Stratégie Pauvreté : 30 000 euros

Autres financements : la Ville de Saint-Etienne, Saint-Etienne Métropole, la DDETS (pour les postes CDDI).



PARTENAIRES OPERATIONNELS

- **Loire Service Environnement** pour les paniers solidaires
- **La Banque alimentaire** et les commerces de proximité pour les approvisionnements
- **La Ville de Saint-Etienne** (financeur)
- **La DDETS** (financeur postes CDDI)

Les partenaires orienteurs : CCAS, conseil départemental, CAF, associations, etc.

HISTORIQUE DU PROJET

Les quartiers Sud-Est de la ville de Saint-Etienne représentent le **territoire QPV le plus pauvre de la ville**. Le territoire connaît à la fois une **augmentation des situations de précarité** (crise sanitaire, augmentation des personnes âgées isolées à bas revenu, arrivée de familles migrantes) et une **diminution de l'offre de services publics et de commerces de proximité**. L'objectif du centre social est de répondre à ces **besoins croissants en matière d'accès à l'alimentation** pour des publics en précarité économique.

PUBLIC VISE ET MODE DE PARTICIPATION DES PERSONNES

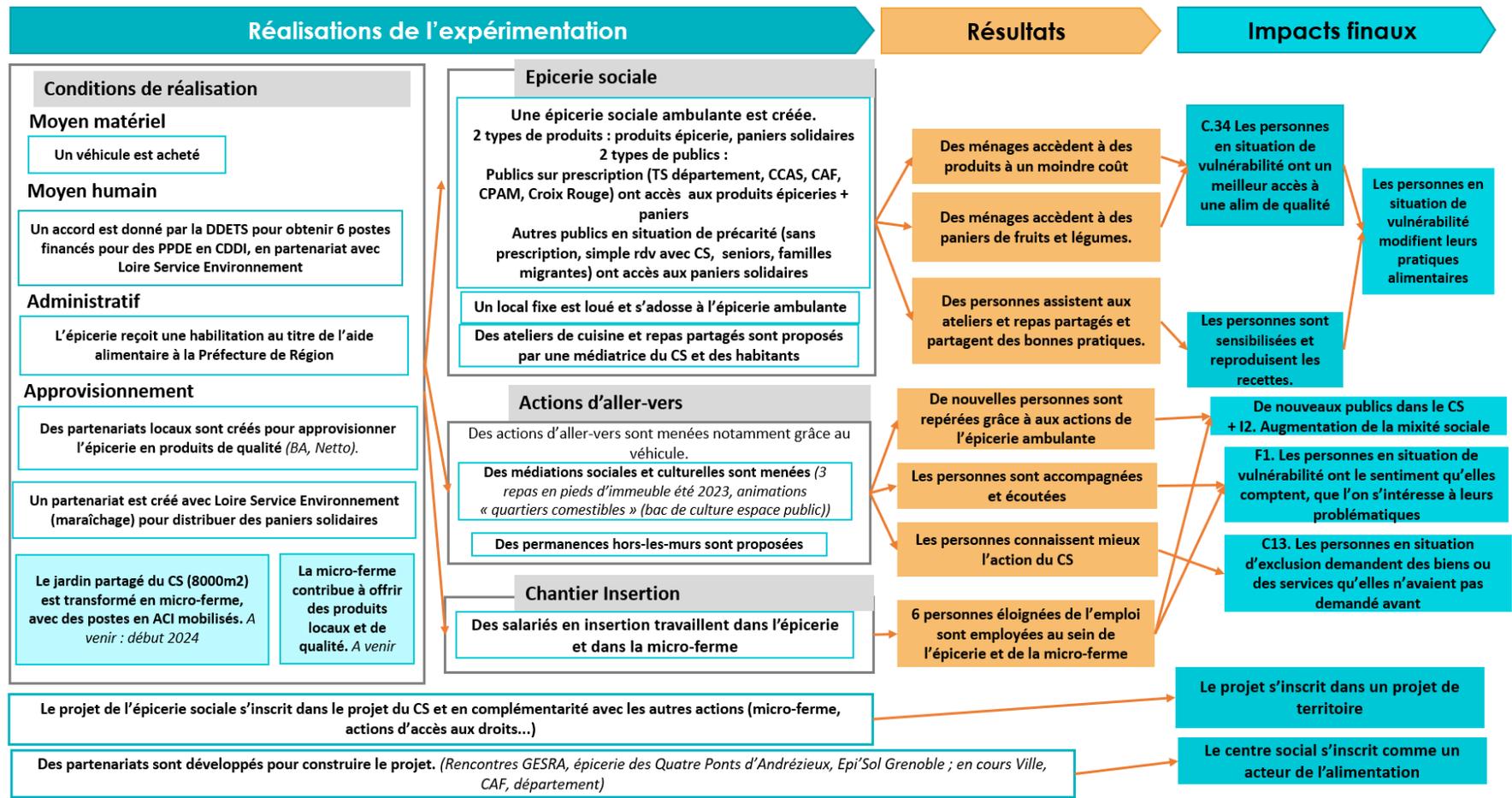
Le projet d'épicerie sociale cible des personnes en situation de précarité (personnes âgées isolées et en précarité économique, familles précaires, bénéficiaires des minimas sociaux, chômeurs de longue durée, jeunes en rupture, personnes migrantes). Les personnes auront **accès à l'épicerie soit sur prescription** (travailleurs sociaux du département, CCAS, CAF, associations caritatives), **soit sur demande de rendez-vous** au centre social.

Le **projet de micro-ferme** concerne **6 postes en CDDI** pour **réinsérer dans l'emploi** des personnes qui en sont très éloignées (contrat de maximum deux ans).

Un **appui par des bénévoles** sera nécessaire (sur l'épicerie, les actions d'aller-vers et la micro-ferme), avec des **perspectives d'embauches en CDDI** pour les bénévoles en difficulté.

OBJECTIFS ET IMPACTS ATTENDUS

DIAGRAMME LOGIQUE D'IMPACT : ALFRED SISLEY – 3^{ÈME} VAGUE (SEPT 23)



BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE (novembre 2023)

Les premiers résultats – Relevé des indicateurs

En matière d'aller-vers :

- **3 repas partagés** ont été organisés à l'été 2023 avec **90 participants**
- **Animation de l'action « quartier comestible »** avec installation de bacs de culture en pieds d'immeuble
- Les activités d'épicerie sociale et de micro-ferme ne sont pas effectives lors de la finalisation de l'évaluation.

Les freins rencontrés

- **Les actions d'épicerie sociale et de micro-ferme étaient dépendantes de nombreuses conditions préalables**, finalisées en septembre 2023 : achat d'un camion, demande de financement de postes en insertion, demande d'habilitation alimentaire et construction des partenariats pour l'approvisionnement.
- Le projet devait initialement s'inscrire dans la **candidature Territoire Zéro Chômeur de la Ville**, qui n'a finalement pas été retenue (réponse en juillet 2023 après deux ans de construction du projet). Pour pallier ce frein, une **demande de financement de 3 postes en CDDI**, en partenariat avec Loire Service Environnement, a été déposée à la DDETS. Un accord pour **6 postes** a été obtenu en septembre 2023 avec un recrutement à mener sur un temps resserré.

Les leviers/facteurs de réussite

- La **capacité à mettre en lien et en cohérence toutes les actions par le centre social**, avec un projet de territoire et du temps donné à la réflexion et construction du projet.
- Les **partenariats mis en œuvre** ont nourri la construction du projet, particulièrement les visites apprenantes auprès d'autres épicerie itinérantes.
- La **capacité d'adaptation** du centre social à chaque étape du projet.

Les défis/Prochaines étapes pour la mise en œuvre 2024

- Accueil des 6 postes en CDDI et lancement concrète de l'action d'épicerie itinérante et de micro-ferme

CENTRE SOCIAL ARLEQUIN



Jardin.arlequin@gmail.com



Saint-Etienne (quartier Terrenoire)



Paniers solidaires, jardin, ateliers cuisine, groupement d'achat, itinérance

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet vise à la mise en place :

- **D'une offre alimentaire :**
 - o **Paniers solidaires**, avec les Jardins de Valériane
 - o **Groupement d'achat VRAC**
 - o **Développement du jardin du CS**, avec un projet à long terme de transformation en jardin d'insertion
- **D'ateliers cuisine**
- **D'une action itinérante** (cuisine mobile)

FINANCEMENTS DU PROJET

Budget global : 30 200 euros

Financement Stratégie Pauvreté : 15 000 euros

Autres financements : PAT Saint-Etienne Métropole



PARTENAIRES OPERATIONNELS

- **Jardins de Valérienne**
- **La ferme au quartier**
- **VRAC**

HISTORIQUE DU PROJET

Diagnostic initial : quels besoins en termes d'accès à l'alimentation sur le territoire ?

Le CS a repéré un **nombre croissant de personnes en situation de précarité alimentaire** fréquentant le CS. Des offres d'aide alimentaire sont présentes sur le centre-ville de Saint-Etienne (mais pas sur le quartier Terrenoire). Ce projet constitue la première action structurante du CS sur la thématique de l'alimentation.

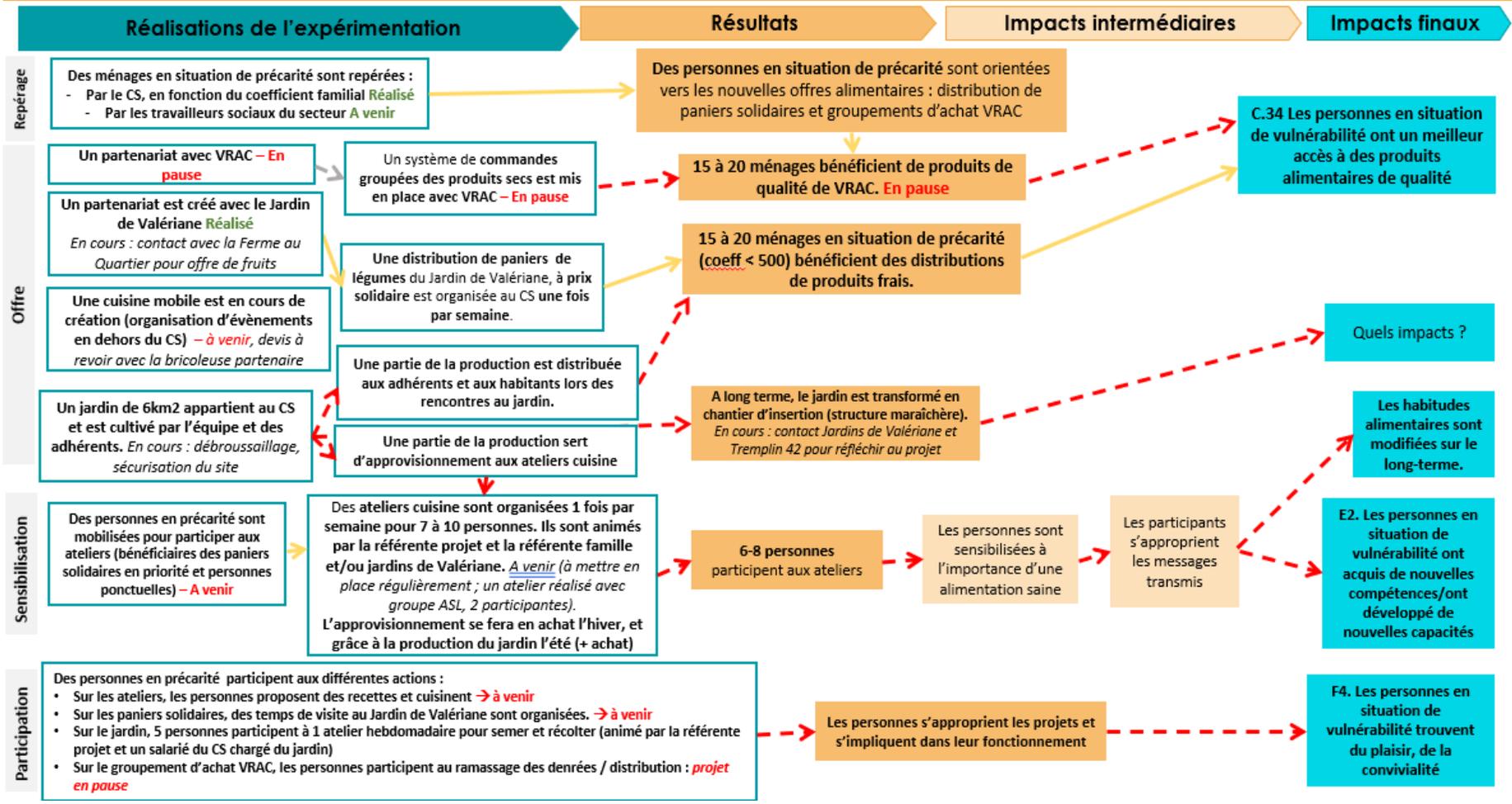
PUBLIC VISE ET MODE DE PARTICIPATION DES PERSONNES

L'action vise un **public en situation de précarité** (coefficient familial inférieur à 500), déjà touché par le CS.

L'action prévoit la **participation des personnes** (ateliers cuisine, atelier jardin...).

OBJECTIFS ET IMPACTS ATTENDUS

DIAGRAMME LOGIQUE D'IMPACT : ARLEQUIN – VERSION 3^E VAGUE (JUIN 2023)



BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE¹

Les premiers résultats – Relevé des indicateurs en juin 2023

- **8 distributions de paniers solidaires** organisées entre avril et juin 2023 (distribution hebdomadaire) : **51 paniers distribués** pour **10 participant-es (quotient familial de moins de 500)**
- Début des travaux au jardin du centre social (désherbage, sécurisation du site, plantations à venir). Un médiateur social en charge des jardins partagés recruté début septembre.

Les freins rencontrés

- **Difficultés RH** en interne (départ de la directrice du centre avec 3,5 mois de vacances de poste). Le projet a été géré par la référente projet seule pendant ce temps ; elle a ensuite quitté la structure en septembre 2023. Le projet est maintenant suivi par le médiateur social recruté en septembre 2023.
 - o **En conséquence : plusieurs actions n'ont pu être mise en place (ateliers cuisine, groupement d'achat)**
- **Logistique** : l'action itinérante n'a pas pu être mise en place (devis trop élevé à revoir)
- **Mobilisation** : L'action de distributions de paniers pourrait bénéficier à plus de personnes

Les leviers/facteurs de réussite

- Le **partenariat avec les Jardins de Valériane** pour l'offre de paniers, et le projet de jardin
- Le **recrutement d'un médiateur social** avec 75% de temps de travail dédié à l'animation du jardin

Les défis/Prochaines étapes pour la mise en œuvre 2024

- Mettre en place ateliers cuisine
- Faire bénéficier l'action de distribution de paniers solidaires à plus de personnes
- Poursuite de l'aménagement du jardin prévue en 2024 avec reprise du partenariat avec la bricoleuse

¹ Le bilan de la mise en œuvre date de juin 2023 : pas d'actualisation des indicateurs et informations sur la période juillet – novembre 2023 dû aux difficultés RH rencontrées par le centre.

CENTRE SOCIAL CRE'ACTIFS

Projet « Du VRAC à l'assiette »



groupement.vrac@cre-actifs.fr



Chambon-Feugerolles



Groupement d'achat, sensibilisation, ateliers cuisine

DESCRIPTION DU PROJET

Deux actions sont développées dans le cadre de ce projet :

- Une **offre alimentaire** avec la mise en place d'un groupement **de produits secs** -en partenariat avec VRAC et le centre social Soleil Levant – et une **offre de produits frais**
- Des **actions de sensibilisation** régulières et des **ateliers cuisine**

FINANCEMENTS DU PROJET

Budget global : 40 500 euros

Financement Stratégie Pauvreté : 30 000 euros

Autres financeurs : la Commune Chambon-Feugerolles ; la CAF Loire ; les Contrats locaux de santé

PARTENAIRES OPERATIONNELS

- **L'association VRAC Saint-Etienne**
- **Le centre social Soleil Levant**
- **La coopérative De la Ferme au quartier**



- **L'association Le jardin de Valériane (jardin réseau Cocagne)**

HISTORIQUE DU PROJET

La commune de Chambon-Feugerolles compte **deux quartiers QPV** et **trois quartiers en veille active**. Les Restos y propose une aide alimentaire.

Le centre social touche déjà un public en situation de précarité (familles monoparentales, personnes sans papiers, en recherche d'emploi, retraite...) et constate des **besoins alimentaire croissants liés à une paupérisation** de la population du territoire.

Si le centre social avait déjà mis en place des ateliers cuisine, le projet permet de réellement lancer une action structurante sur l'alimentation.

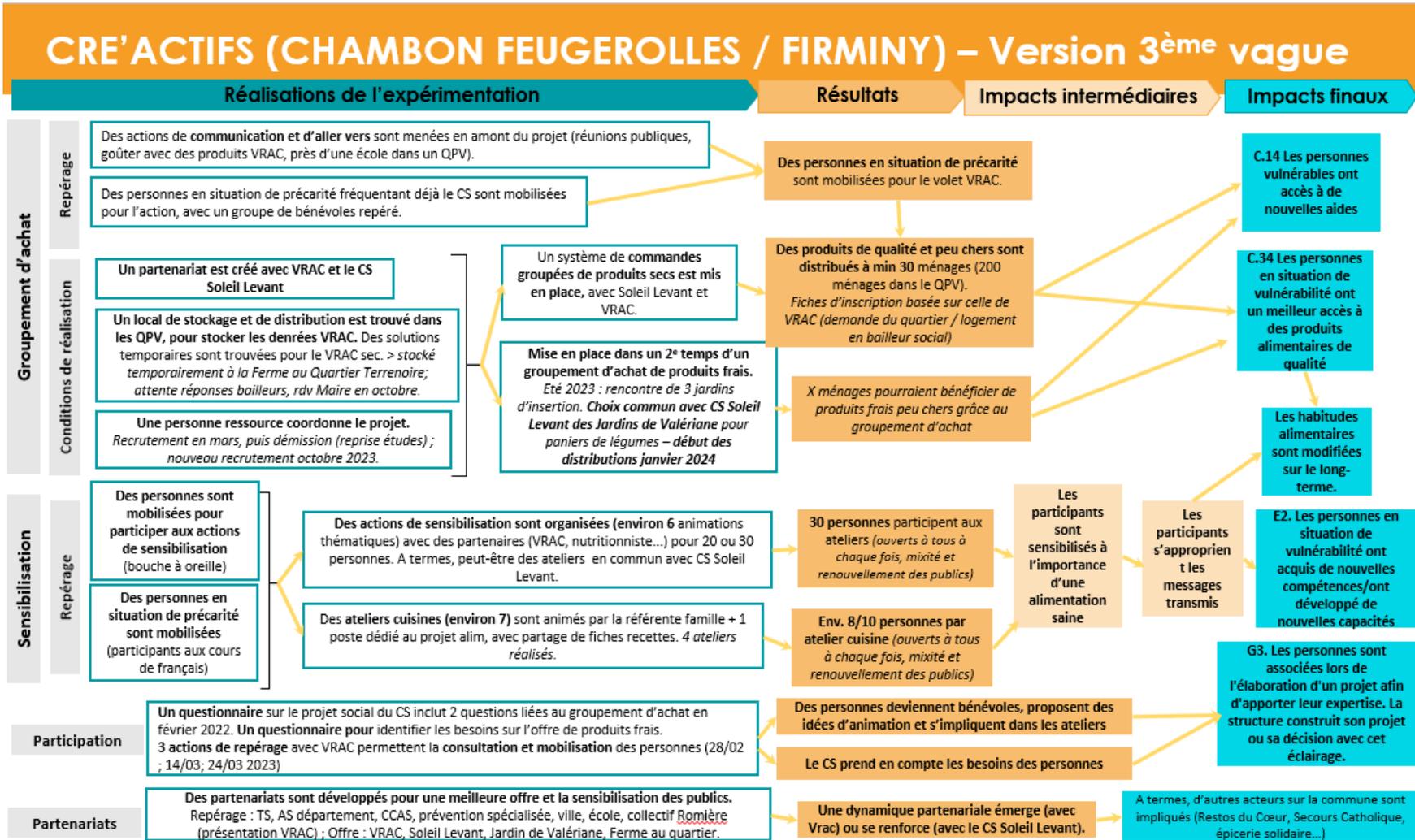
PUBLIC VISE ET MODE DE PARTICIPATION DES PERSONNES

Le projet cible 80% de ménages résidant en quartier QPV et/ou HLM (le centre social s'appuie sur les critères de l'association VRAC).

Les personnes sont consultées en amont du lancement des différentes actions pour recueillir les attentes, envies et besoins (un questionnaire sur le projet social du centre inclut 2 questions liées au groupement d'achat en février 2022), avec ;

- **3 actions de repérage avec l'association VRAC** (réunions publiques) pour consulter et mobiliser des personnes entre février et mars 2023 ;
- **Un questionnaire** pour identifier les besoins sur l'offre de produits frais à la rentrée 2023.
- **4/5 bénévoles mobilisés** sur le groupement d'achat VRAC.

OBJECTIFS ET IMPACTS ATTENDUS



BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE

Les premiers résultats – Relevé des indicateurs

4 actions de repérages menées avant mai 2023 précèdent le lancement du groupement d'achat. Par exemple, des réunions publiques, des animations en sortie d'école, des dégustations de produits VRAC, du portage de parole ou encore la diffusion de dessins animés éducatifs pour les enfants sur l'alimentation. En octobre 2023, une **action portage de parole est organisée au marché de Chambon-Feugerolles** et des **flyers VRAC** sont distribués en porte à porte dans les bâtiments Habitat et Métropole.

- Entre mai et novembre 2023, **5 distributions** du groupement d'achat sont réalisées, **pour 28 participant-es** en tout, avec entre 9 et 14 participant-es par distribution (10 participant-es en moyenne).
- **3 ateliers « cuisine et partage »** sont réalisés entre juin et octobre, dont un avec une intervenante nutritionniste. **Entre 5 et 10 personnes** participent par atelier (en moyenne 9 par atelier). **Un quatrième atelier est prévu** le 22 décembre avec 24 personnes inscrites.

Plusieurs animations / actions de sensibilisation sont réalisées depuis février 2023, à hauteur d'une fois par mois : fête de l'été du quartier La Romière (stand VRAC avec gâteau et quizz) ou encore « apéro soupe » et présentations VRAC. Une animation avec une nutritionniste sur les aliments transformés (24 janvier) et une animation sur le sucre (26 janv.) avec la médiatrice santé et l'accompagnatrice insertion par le sport du Dahlrir sont prévues dans les prochaines semaines.

Les défis/Prochaines étapes pour la mise en œuvre 2024

- **Financement FNDS** obtenu pour pouvoir faire des ateliers cuisine avec des intervenants, à programmer fin 2023/début 2024
- **Faire bénéficier le groupement d'achats à plus de ménages** (cible 30 ménages), avec de nouveaux financements
- **Trouver un local de distribution** adapté

Lancer une offre de paniers de produits frais avec le Jardin de Valériane (Jardin Cocagne) : une réunion publique est prévue le 19 déc. pour informer et inscrire les personnes ; vente prévue pour la mi-janvier / début février.

Les freins rencontrés

Le centre social rencontre des difficultés en termes de **ressources humaines**

- **En externe** : arrêt maladie de la référente de l'association VRAC qui devait superviser les 3 premières distributions. La référente du centre social les assure finalement seule (avec l'aide de bénévoles) et grâce à une formation réalisée en amont. La référente VRAC est de retour pour la distribution d'octobre 2023.
- **En interne** au centre social : une personne dédiée au projet est recrutée en mars 2023 mais démissionne mi-août. Un nouveau recrutement a dû être organisé (arrivée en octobre 2023).

Le centre social ne trouve **pas de local de distribution et de stockage adapté** (stockage temporaire à la Ferme au quartier, dans les locaux de VRAC et distribution au centre social). Les recherches menées depuis le début du projet (rencontres Métropole Habitat, mairie) n'ont pas abouti.

Les leviers/facteurs de réussite

- Le **partenariat solide** avec le centre social Soleil Levant
- Un **poste dédié à la coordination du projet**
- Un travail important de **repérage, d'actions de sensibilisation, et de diagnostic** des besoins mené en amont, qui facilite la mise en œuvre
- Le centre social touche déjà des **publics en précarité**, ce qui facilite la mobilisation autour du groupement d'achat

EVS JEUNES POUSSÉS – LE PTIT CAFE



cafejeunespousses@gmail.com



Le Puy-en-Velay



Ateliers cuisines, sensibilisation

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet vise à la mise en place d'actions de sensibilisation :

- **Des ateliers cuisine « diététique chinoise »**, avec une intervenante praticienne, en partenariat avec l'association Dis-Moi. Les ateliers sont mixtes, avec la moitié des places réservées à des personnes en situation de précarité orientées par l'association.
- **Des ateliers de sensibilisation parents-enfants** sur la thématique de l'alimentation
- **Des évènements** : intervention de M. Dalmais (conférence gesticulée sur la sécurité sociale de l'alimentation), diffusion du film la Part des autres

FINANCEMENTS DU PROJET

Budget global : 12 873 euros

Financement Stratégie Pauvreté : 10 000 euros

Autres financements : un appel à projet de l'Agence Régionale de Santé (ARS) / la Communauté d'agglomération du Puy en Velay ; les recettes du Ptit Café ; les adhésions ; les participations libres des personnes aux ateliers.



PARTENAIRES OPERATIONNELS

- **Association Dis-Moi** d'accès à la culture
- **Les intervenants des ateliers** : l'Association de Développement de l'Emploi Agricole et Rural (ADEAR) 43, le collectif Résiliacteurs 43, le conférencier gesticulant Mathieu Dalmais, une naturopathe et une praticienne de médecine chinoise.

HISTORIQUE DU PROJET

Au départ, le centre social identifie des **problématiques de mobilité pour accéder aux magasins discount** en dehors du Puy. Par ailleurs, les familles qui fréquentent l'espace de vie social expriment des **besoins en termes de lien social, d'accompagnement pour une alimentation saine et équilibrée** et de réflexion sur leurs modes de consommations alimentaires.

En 2022, l'EVS met l'alimentation au cœur du projet associatif avec notamment un partenariat avec l'association Etonnant Festin (projet cahier de recettes et « p'tite cantine » mensuelle mise en place en mai 2022).

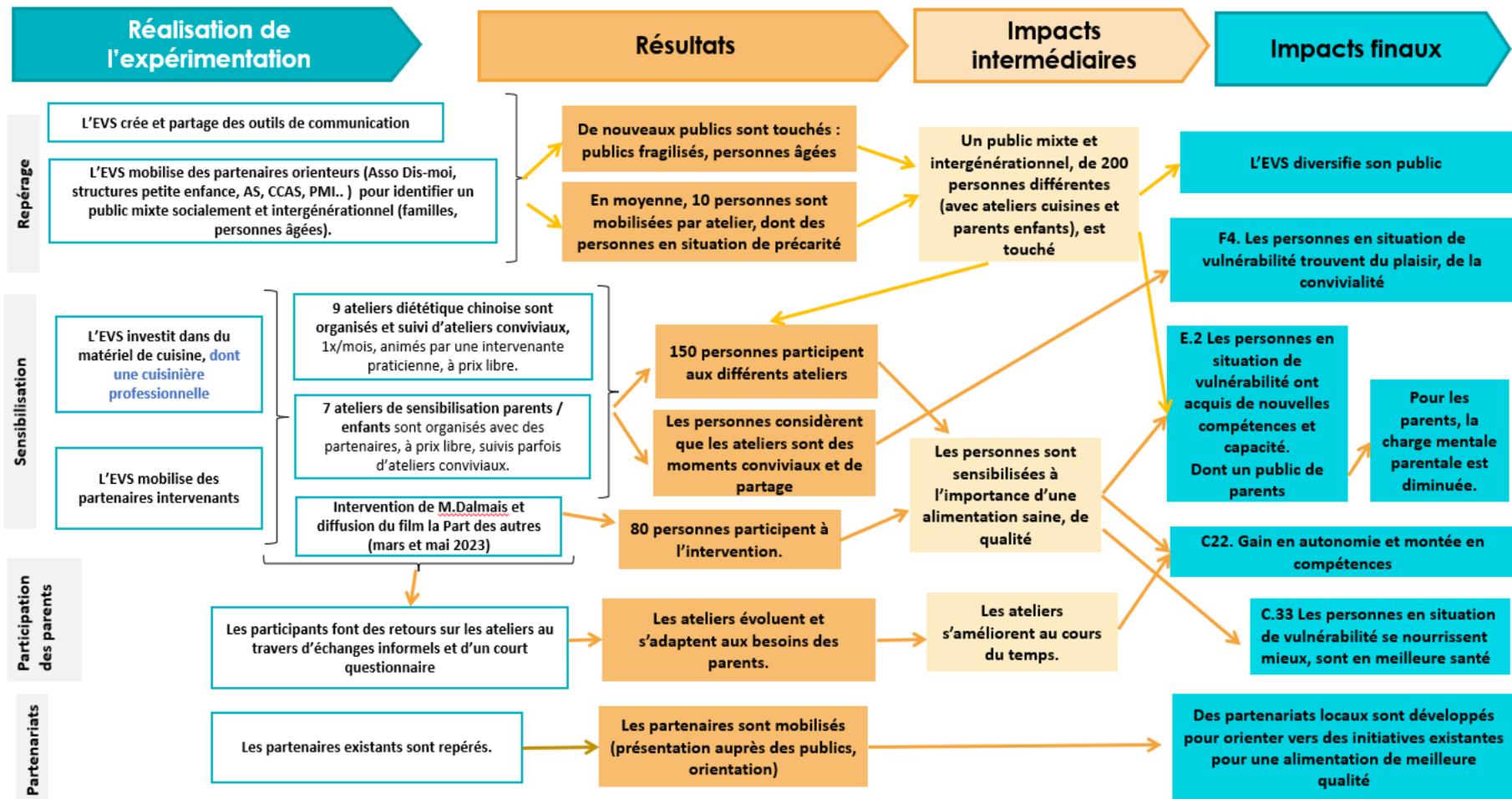
PUBLIC VISE ET MODE DE PARTICIPATION DES PERSONNES

Le projet cible un **public mixte et intergénérationnel**, dont des personnes en situation de précarité orientées par l'association Dis-Moi.

Le repas est préparé en commun pendant les ateliers. Les personnes sont invitées à faire des retours sur les ateliers (échanges informels, questionnaires) pour les adapter.

OBJECTIFS ET IMPACTS ATTENDUS

DIAGRAMME LOGIQUE D'IMPACT : JEUNES POUSSÉS (LE PUY EN VELAY) – VERSION 3ÈME VAGUE



BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE

Les premiers résultats – Relevé des indicateurs

- **8 ateliers de diététique chinoise** organisés entre février et novembre 2023 et comptabilisent au total **43 participant-es (en moyenne 9 personnes par atelier)**. Les ateliers étaient complets et un système d'inscription tournant a été mis en place face à la demande. La moitié des participants ont été orientés par l'association Dis-Moi.
- **7 ateliers de sensibilisation** sont organisés : un court-métrage sur le thème de l'alimentation, des jeux de société avec Résiliacteurs, des ateliers naturopathe (petits pots bébés, goûter, repas, atelier choix de consommation, atelier fresque du lait) **avec entre 3 et 24 participants** (9 en moyenne par atelier), dont des enfants.
- **75 personnes ont participé à la conférence gesticulée** de M. Dalmais le 17 mars 2023 et **8 à la projection du film** La part des autres le 11 mai 2023.

Les freins rencontrés

- **Certains évènements ou ateliers ont rassemblé peu de participants** : un enjeu à anticiper la communication, associer les partenaires en amont et choisir des sujets accessibles au grand public
- Dans le cadre les **ateliers de diététique chinoise**, le centre social identifie un **besoin de cadrer et d'accompagner davantage des personnes pour s'approprier les informations transmises**, en particulier pour le public fragile.

Les leviers/facteurs de réussite

- La dynamique déjà existante à l'espace de vie social sur la thématique alimentation depuis 2022 facilite le **lancement de nouvelles actions**
- La dynamique partenariale avec l'association Dis-Moi permet de **toucher un nouveau public en grande précarité**, avec des ateliers en mixité.
- **Un lieu accueillant (Le P'tit Café) et adapté**, équipé pour la cuisine dans le cadre du projet

Les défis/Prochaines étapes pour la mise en œuvre 2024

- **Trouver des financements** pour pérenniser l'action (animateur) ou arriver à mobiliser des bénévoles pour animer ces ateliers cuisine sous un autre format.

CENTRE SOCIAL LA LIVATTE



direction@centresocial-lalivatte.fr



Roanne



Repas partagés, jardin, itinérance, sensibilisation, paniers solidaires

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet entend renforcer des actions déjà présentes au centre social ...

- **Le développement des Restos éphémères** : chaque semaine, 4 adhérents cuisinent un repas, ensuite mangé en collectif au centre social. La participation est de 3 euros pour les mangeurs et de 50 centimes pour les cuisiniers.
- **Le développement du jardin du centre social** : avec des adhérents bénévoles et un salarié pour approvisionner les Restos éphémères et ateliers de cuisine.

... et mettre en place de nouvelles actions :

- **Une offre de paniers solidaires** : les paniers sont d'abord une source d'**approvisionnement** pour les Restos éphémères et les ateliers cuisine hors-les-murs. En parallèle, **une distribution de paniers – à des prix solidaires** ou à prix « classiques » - chaque mois est mise en place, **en partenariat avec les deux autres centres sociaux du Roannais (Mably et Marceau Mulsant) et l'exploitation maraîchère Biocultura (ACI – Réseau Cocagne)**, avec un lancement de l'action prévu en janvier 2024.
- **Des actions d'itinérance et sensibilisation** : qui s'appuient sur l'achat d'un Tuktuk pour développer les Restos éphémères, et des ateliers de sensibilisation et cuisine hors-les-murs.

FINANCEMENTS DU PROJET

Budget global du projet : 66 160 euros

Financement Stratégie Pauvreté : 30 000 euros



Autres financements : la CAF ; plan de relance ; la Carsat ; la Conférence des financeurs ; les fonds propres du centre social ; Fonds mutualisé fédération des CS

PARTENAIRES OPERATIONNELS

- **Les centres sociaux Mably et Marceau Mulsant**
- **L'exploitation maraichère Biocultura**

HISTORIQUE DU PROJET

Au départ, le centre social identifie la **présence d'associations d'aide alimentaire sur sa commune** - la Croix-Rouge et le CCAS font des distributions alimentaires – mais repère des **besoins croisés alimentation et lien social**, et met en place des **Restos Ephémères hebdomadaires** pour y répondre. Par sa capacité à toucher un **public mixte** – Jeunes parents à la recherche d'astuces de cuisine, personnes isolées / retraitées qui ne peuvent / veulent plus cuisiner, demandeurs d'asiles (CADA à proximité), ... -, le centre social se sent légitime à investir davantage la thématique.

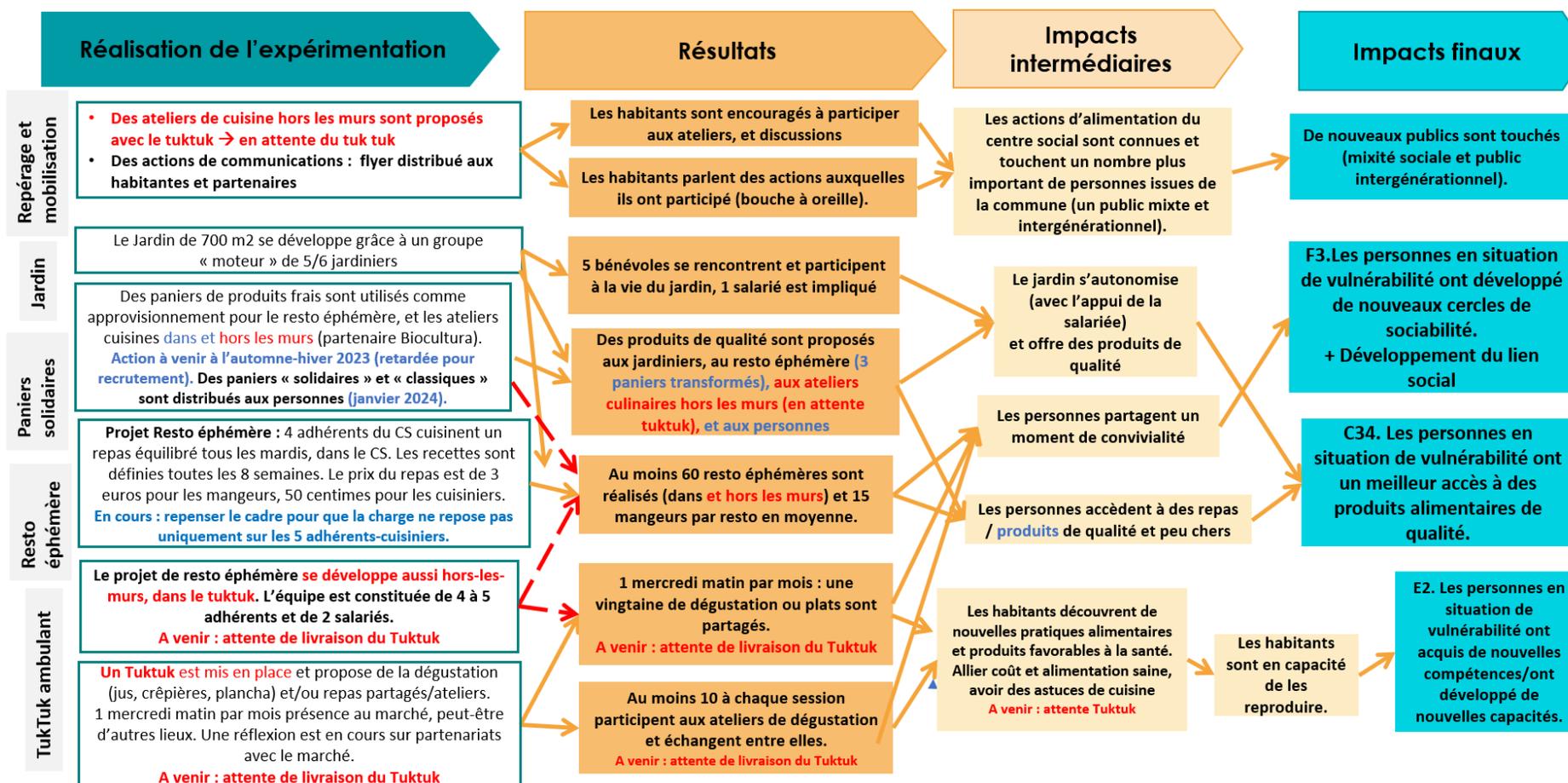
PUBLIC VISE ET MODE DE PARTICIPATION DES PERSONNES

Le projet cible des **personnes en situation de précarité** mais le cœur du projet réside dans le **maintien de la mixité**.

Chaque semaine, **4 à 5 adhérents du centre participent à la cuisine du Resto éphémère**. Le salarié est accompagné de 4 adhérents bénévoles dans la gestion du jardin, avec un objectif d'autonomisation du jardin à terme.

OBJECTIFS ET IMPACTS ATTENDUS

DIAGRAMME LOGIQUE D'IMPACT : LA LIVATTE (ROANNE) – 3^{ÈME} VERSION (SEPT 2023)



BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE

Les premiers résultats – Relevé des indicateurs

37 Restos éphémères se sont tenus de janvier 2023 à mi-octobre 2023 (objectif 40 fin décembre)

396 repas ont été servis, avec une moyenne de **11 participant-es par repas**. Depuis le début des restos éphémères (2021), **128 personnes différentes** ont bénéficié d'un repas.

Le jardin

4 jardiniers bénévoles se sont mobilisés pour les activités du jardin. **Les récoltes sont partagées entre l'approvisionnement des Restos éphémères et les différents ateliers cuisines du centre social**. Entre mai et octobre, les restos éphémères et ateliers cuisine ont été approvisionnés par des récoltes de radis, salades, artichauts, épinards, pois, fraises, pommes de terre, tomates cerises, tomates, piments, persil, haricots, rhubarbe et tomates vertes.

Les paniers solidaires (lancement effectif de l'action en janvier 2024)

- **Présentation des paniers de légumes** « classiques » Biocultura aux adhérents, avec une quinzaine de personnes intéressées par les futurs paniers
- **Sélection de familles sur critères de revenu** par les salariés du centre social pour présenter les paniers solidaires, une dizaine de familles intéressées
- Les deux formes de paniers seront distribuées pour la première fois en janvier 2024

Les leviers/facteurs de réussite

- **La dynamique partenariale** entre les trois centres sociaux et les autres acteurs du territoire
- **Un sujet alimentation déjà existant** au centre social, renforcé par ces nouvelles actions et un groupe de bénévoles motivés
- **Des ressources humaines salariées** avec une fiche de poste en partie fléchées sur l'alimentation
- **Des fonds propres** à investir sur la thématique

Les freins rencontrés

- **Les actions d'itinérance** – notamment les actions de sensibilisation – sont **retardées** pour cause de **difficultés logistiques** : le tuktuk n'a pas été livré (commandé en décembre 2022) alors qu'il représentait une part importante du financement.
- **Des difficultés en matière de ressources humaines** au sein du centre social retardent également la mise en œuvre de certaines actions : démission de l'animateur du secteur jeunesse positionné sur l'action itinérante et retard du lancement de l'action de paniers solidaires, conditionnée par le recrutement d'un nouveau salarié (poste dédié à 40% sur l'alimentation).

Les défis/Prochaines étapes pour la mise en œuvre 2024

Lancement d'actions retardées (en cours) suite à l'arrivée des nouveaux salariés : paniers solidaires en janvier, actions de sensibilisation (au centre social et hors-les-murs) dès l'arrivée du Tuktuk

CENTRE SOCIAL Mably



direction@centresocialmably.fr
familles@centresocialmably.fr



Mably, quartier de Noyau
(Roannais)



Paniers solidaires, ateliers cuisine, itinérance
(cuisine mobile)

DESCRIPTION DU PROJET

Trois actions sont déployées dans le cadre de ce projet :

- **La mise en place d'une distribution de paniers « solidaires » en partenariat avec les deux autres centres sociaux du Roannais (Marceau Mulsant et La Livatte) et l'exploitation maraîchère biologique Biocultura (ACI – Réseau Cocagne) :** 3 euros par mois pour les familles en difficulté (quotient familial pouvant aller jusqu'à 900) et prix « basiques » de 12 euros pour les autres.
- **L'animation d'ateliers cuisine** une fois par mois pour permettre aux personnes de s'approprier les paniers.
- **L'aménagement d'une cuisine mobile** pour des ateliers et animations en aller-vers.

FINANCEMENTS DU PROJET

Budget global : 53 000 euros.

Financement Stratégie Pauvreté : 30 000 euros.

Autres financements : la CAF, Fonds mutualisé fédération des CS

PARTENAIRES OPERATIONNELS PRINCIPAUX

- **Les centres sociaux Marceau Mulsant et La Livatte**
- **L'exploitation maraîchère biologique Biocultura (ACI – Réseau Cocagne)**



HISTORIQUE DU PROJET

Le centre social est situé dans le **quartier Noyon, ancien quartier QPV**. Le centre social recense sur le territoire une épicerie sociale (portée par le CCAS de Mably), Emmaüs, le Secours Catholique et les Petits frères des pauvres mais ne porte **pas d'actions alimentaires**.

En avril 2022, le **centre social** et le **Secours Catholique** organisent des **banquets citoyens sur la thématique de la précarité alimentaire**. En parallèle, **le centre social est lauréat France Relance pour financer une action d'aller-vers** (achat de camion). Le financement Stratégie pauvreté vient renforcer ce projet.

PUBLIC VISE ET MODE DE PARTICIPATION DES PERSONNES

L'action cible un **public mixte socialement, avec une attention pour les personnes en précarité** sur l'action de paniers solidaires.

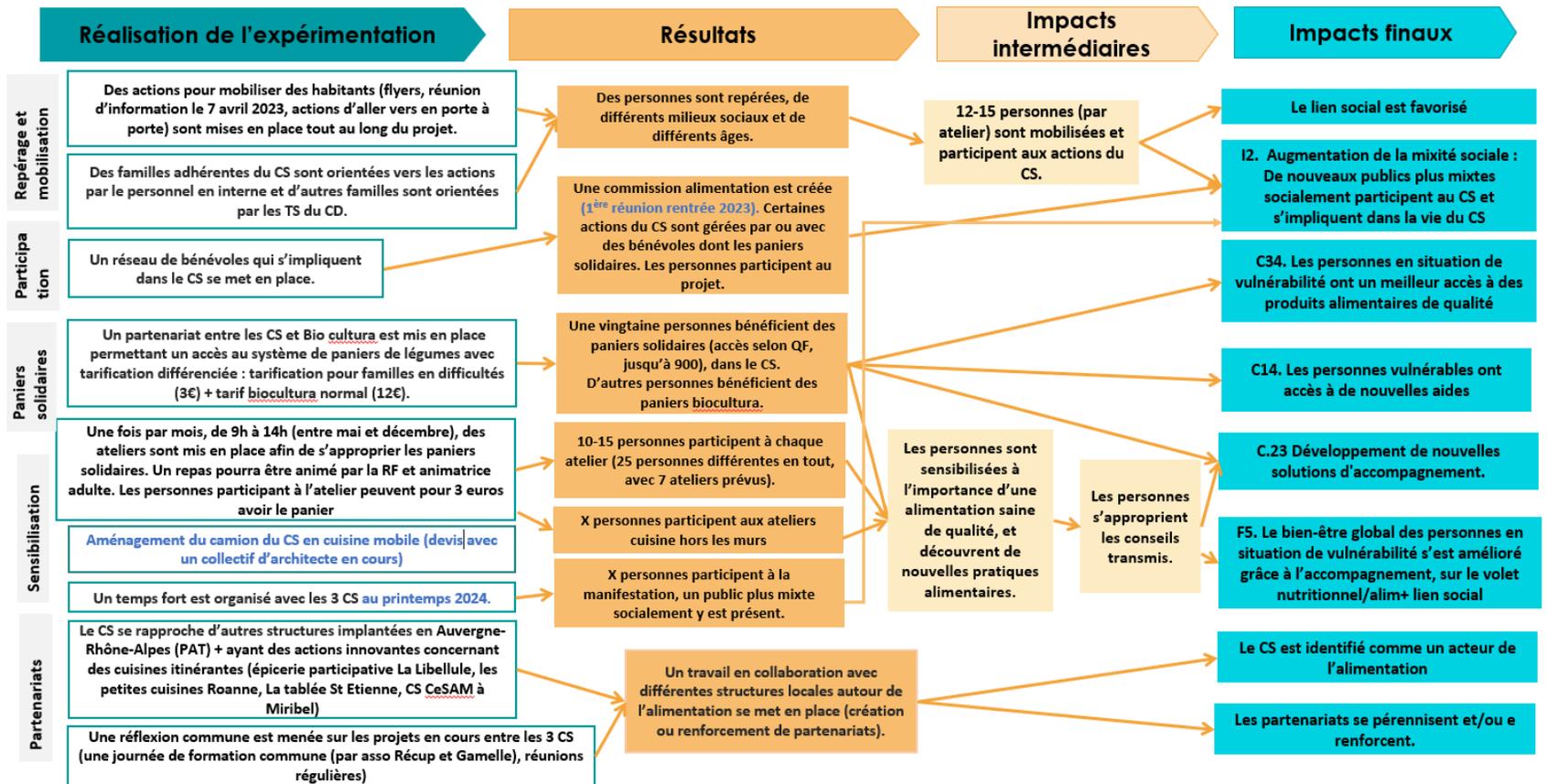
Sur les **48 personnes** ayant participé au projet (paniers solidaires et/ou ateliers) :

- 40 femmes et 8 hommes
- 19 personnes seules, 17 en couple avec enfants, 6 seul(es) avec enfant, 6 en couple sans enfants
- **18 personnes habitent en logement social, 9 en centre d'hébergement** (10 propriétaires, 11 locataires) et représentent 56% des participants
- **17 personnes ont un quotient familial entre 0 et 400 ; 10 entre 401 et 600 ; 7 entre 601 et 800€ ; 6 entre 801-1000€ (soit 83% des participants ont un quotient familial inférieur à 1000).**

La participation des personnes est un objectif affiché du projet et un axe de travail fort au centre social. Un groupe de 3 à 4 personnes aident à la logistique des ateliers cuisine, une commission alimentation a été créée, avec une première réunion tenue en 2023. Les adhérents sont questionnés sur leurs besoins pour la construction de la cuisine mobile.

OBJECTIFS ET IMPACTS ATTENDUS

DIAGRAMME LOGIQUE D'IMPACT : MABLY – VERSION 3^{ÈME} VAGUE



BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE

Les premiers résultats – Relevé des indicateurs

- **4 distributions de paniers solidaires** ont été réalisées entre mai et octobre, avec **86 paniers au total vendus** (une moyenne de 22 paniers par distribution) et **39 personnes clientes**.
- **4 distributions de paniers classiques** réalisées entre mai et octobre, avec **14 paniers vendus** et **6 personnes clientes**.
- **4 ateliers cuisine** réalisés entre mai et octobre (juste après les distributions de paniers). **En moyenne, 9 personnes** participent aux ateliers.

Les leviers/facteurs de réussite

- **La dynamique partenariale** entre les 3 centres sociaux et avec les acteurs du territoire (Biocultura ; une épicerie participative La Libellule susceptible d'approvisionner le centre social pour les ateliers. En échange, le centre social pourrait prêter la cuisine mobile à l'épicerie pour de nouvelles actions).
- **La mobilisation d'autres acteurs autour d'échanges de pratiques** qui nourrissent le projet du centre social (rencontres avec plusieurs structures innovantes sur des actions de cuisines itinérantes)

-

Les freins rencontrés

- Les actions engendrent une **quantité de travail conséquente qui pousse les salariés à prioriser** : en 2023, les efforts se sont concentrés sur la mise en place des paniers et les ateliers. Le projet de cuisine mobile est en cours de lancement (devis auprès d'un collectif d'architectes pour aménager le camion) et les actions en aller-vers n'ont donc pas encore eu lieu.
- Si les paniers solidaires touchent leur cible, **les distributions engendrent peu de mixité sociale** (seulement 6 personnes achètent les paniers classiques).

Les défis / Prochaines étapes pour la mise en œuvre 2024

- **Trouver des financements pour pérenniser l'action** des paniers solidaires et lui faire gagner de l'ampleur (distribution hebdomadaire)
- **Aménager la cuisine mobile** et lancer les actions associées
- **Toucher des familles qui ne sont pas déjà sensibilisées à l'alimentation bio et cuisine de légumes**, notamment via les actions en aller-vers ; réfléchir au format des ateliers hors-les-murs en amont de la mise en place de la cuisine mobile
- **Développer de la participation sur les actions** (axe fort du centre social) : renforcement de la commission alimentation, mise à disposition de la cuisine du centre social aux habitant·es, etc.

Projet « Aliment'action » – CENTRE SOCIAL MARCEAU MULSANT



direction@csmulsant.fr



Roanne



Paniers solidaires, ateliers cuisine, actions de sensibilisation, itinérance

DESCRIPTION DU PROJET

Trois actions sont déployées dans le cadre de ce projet :

- **Une distribution de paniers à prix « solidaires » et « basiques » avec les deux autres centres du Roannais (Mably et La Livatte) et l'exploitation maraîchère Biocultura (ACI – Réseau Cocagne).** Les distributions sont suivies d'ateliers cuisine.
- **Des actions de sensibilisation** : par exemple, « Qu'est-ce qu'on cuisine aujourd'hui ? » (ateliers de cuisine tous les 15 jours et repas partagés) ou encore « Alimentation en fonction des âges » et « De la terre à l'assiette » qui permettent de développer le jardin partagé du centre social ou d'organiser des visites de sites.
- **Des actions itinérantes avec l'achat d'un foodbike** pour proposer des actions de repérage et de sensibilisation

FINANCEMENTS DU PROJET

Budget global : 30 681 euros

Financement Stratégie Pauvreté : 17 000 euros

Autres financements : la CARSAT ; la Conférence des financeurs ; Fonds mutualisé fédération des CS



PARTENAIRES OPERATIONNELS

- **Les centres sociaux Mably et La Livatte**
- **Biocultura**
- **L'association citoyenne Vivre BIO en Roannais**
- **Le PAT du Roannais**

HISTORIQUE DU PROJET

Bien que n'étant pas un quartier QPV, le **quartier Mulsant de Roanne** concentre des **publics précarisés** (50% ont un quotient familial en dessous de 700 euros) et le centre social repère via ses activités un **besoin d'accompagnement** de certaines familles **sur le volet alimentation**.

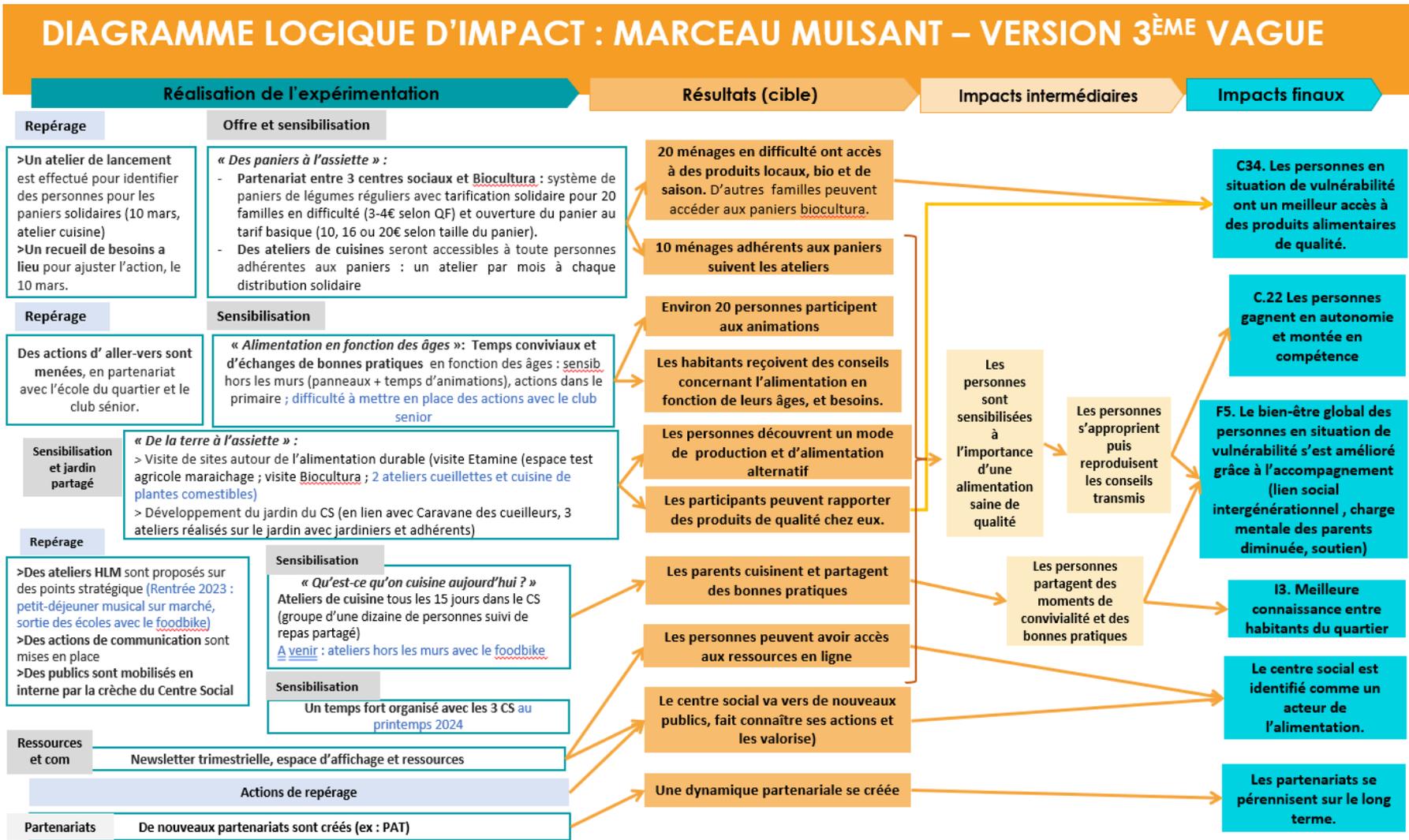
Avant ce projet, l'alimentation est déjà un axe de travail du centre social en tant qu'outil de création de lien social entre les adhérents (ateliers cuisines, jardin partagé, petits déjeuners mensuels...). Ce projet a été créé dans la continuité de l'existant, en ciblant l'axe précarité avec la **mise en place de paniers accessibles à toutes et tous**, de **l'action itinérante** et le renfort des **actions de sensibilisation autour de l'alimentation**.

PUBLIC VISE ET MODE DE PARTICIPATION DES PERSONNES

L'action cible les adhérents du centre social (habitant·es du quartier, public senior, etc.) avec un objectif fort de mixité sur les paniers solidaires.

Le centre social organise des **temps de bilan et d'échanges** avec les personnes participant à l'action des paniers solidaires.

OBJECTIFS ET IMPACTS ATTENDUS



BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE

Les premiers résultats – Relevé des indicateurs

Paniers solidaires :

- **De mars à juillet 2023, des paniers solidaires sont distribués une fois par mois à 21 personnes** inscrites à ce cycle de distribution. La distribution reprend en novembre, tous les 15 jours, pour 20 personnes (dont 8 ayant participé au premier cycle). En parallèle, des paniers à prix « classiques » sont distribués toutes les semaines à une dizaine de personnes.
- **Un atelier cuisine est organisé après chaque distribution de paniers solidaires,**
- animé par la référente famille et l'animatrice senior, pour permettre aux personnes de cuisiner leurs paniers (ex : ateliers fan de fanes, batch cooking... **entre 6 et 8 participants**).

De nombreuses actions de sensibilisation sont organisées au sein du centre social. L'action « Du jardin à l'assiette » **est déclinée en 7 ateliers jardin** de mars à juillet, **2 ateliers cueillettes** de plantes comestibles et cuisine en septembre et octobre et **plusieurs visites de lieux** autour de l'alimentation durables organisées dans l'année. L'action « Qu'est-ce qu'on cuisine aujourd'hui », consistant en des **ateliers cuisine puis repas partagé** avec une dizaine de personnes, est organisée **tous les 15 jours**.

Les freins rencontrés

- **Le foodbike** nécessaire aux activités itinérantes est livré tardivement (été 2023) alors qu'il représente une part importante du financement. A la rentrée 2023, quelques sensibilisations sont organisées (sorties d'école, petit déjeuner musicale marché) mais l'arrivée de l'hiver et l'attente d'une autorisation officielle de la mairie pour s'installer sur certains lieux retardent encore la prise d'ampleur des actions.
- Le centre social rencontre des difficultés à **mobiliser le club senior** pour les actions « En fonction des âges » (attente de recrutement)

Les leviers/facteurs de réussite

- La dynamique partenariale entre les 3 centres sociaux et avec les acteurs du territoire
- Le sujet de l'alimentation est déjà existant au CS et renforcé par ce nouveau projet

Les défis/Prochaines étapes pour la mise en œuvre 2024

- Enjeu à trouver des financements pour pérenniser l'action des paniers solidaires

CENTRE SOCIAL MONTBRISON



collectifs@csmontbrison.fr



Montbrison



Paniers solidaires, repas partagés, groupement d'achat

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet repose sur un **comité de pilotage, qui réunit divers acteurs** chaque mois (salariés et bénévoles du centre social, habitant-es, partenaires institutionnels et associatifs) pour :

- **Pérenniser** des actions alimentation déjà existantes au sein du centre social : les Ptits festins (cuisine et repas partagés une fois par mois) ; les distributions de paniers solidaires avec l'association CILDEA (jardin réseau Cocagne).
- **Faire évoluer** certaines actions : par exemple, trouver un nouveau prestataire pour l'accueil de loisirs ; faire des liens avec la commission environnement.
- **Lancer de nouvelles actions alimentation** avec un groupe de travail sur la sortie du dispositif de paniers solidaires et le lancement d'un groupement d'achat.

FINANCEMENTS DU PROJET

Budget global : 20 350 euros

Financement Stratégie Pauvreté : 17 000 euros

Autres financements : la Biocoop (mécénat), la ligue contre le cancer (soutien aux paniers solidaires), l'ARS, la CAF



PARTENAIRES OPERATIONNELS

- **L'association CILDEA** (jardin réseau Cocagne)
- **La Biocoop**
- **Les 17 partenaires membres du copil** (institutionnels, associations, fournisseurs : CILDEA, UP, Croix Rouge Boen et Montbrison, Restos du Cœur, Secours Populaire, Habitat et Humanisme, Biocoop, Ligue contre le cancer, AMAP, Ville de Montbrison, PAT Loire Forez Agglomération, La fabuleuse cantine, MFT, ADDEAR, ARS, MJC)

HISTORIQUE DU PROJET

Les associations d'aide alimentaire sur la commune délivrent essentiellement des colis alimentaires (Restos du Cœur, Croix Rouge, Secours populaire) et alertent les acteurs du territoire sur des besoins croissants.

De son côté, **le centre social mène depuis 2006-2007 des actions autour de l'alimentation saine, locale et équilibrée** en lien avec un objectif de lutte contre l'isolement. Situé à proximité d'un **quartier QPV**, le centre social touche une **population très mixte** avec notamment des **personnes en situation de précarité**. Par exemple, le centre de loisir accueille **50% d'enfants avec un quotient familial très bas** et **50% avec un quotient familial très élevé** et reflète la réalité de la commune de Montbrison. Dès lors, ce projet vise à mettre en cohérence les différentes actions alimentation du centre, toucher davantage de personnes précaires et mettre en place un nouveau projet (le groupement d'achat).

PUBLIC VISE ET MODE DE PARTICIPATION DES PERSONNES

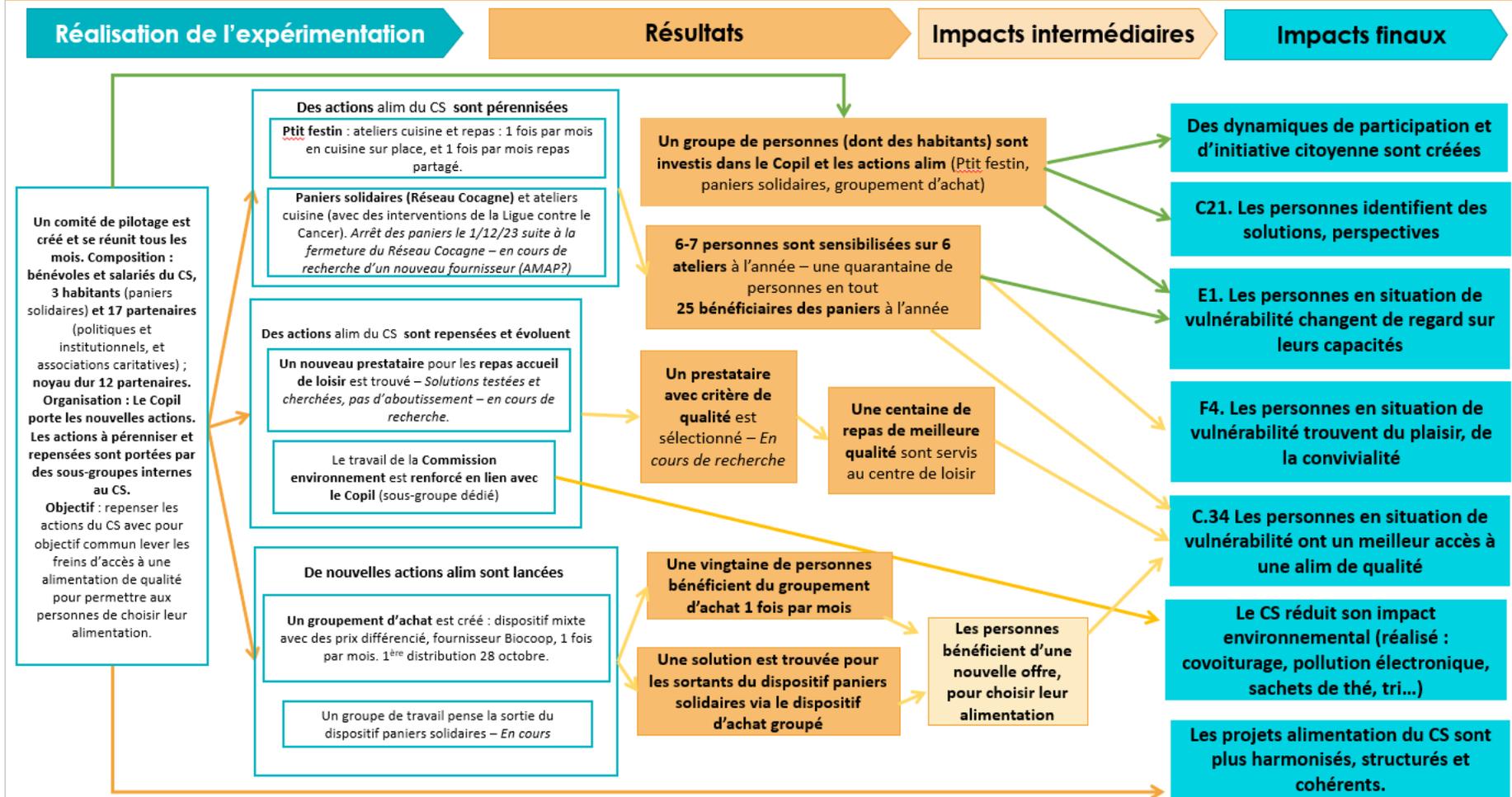
Le public ciblé est précaire, avec un point de vigilance autour du maintien de la mixité dans les actions.

Le projet prévoit **plusieurs modes de participation** des personnes :

- **2 personnes adhérentes du centre social participent à la réflexion sur le projet** de paniers solidaires et à l'organisation des distributions
- **Entre 6 et 8 personnes constituent le menu des P'tits festins** et participent à la préparation des repas (ateliers cuisine)
- **Le Copil est ouvert aux habitant-es** et une personne en situation de précarité s'y est investie.

OBJECTIFS ET IMPACTS ATTENDUS

DIAGRAMME LOGIQUE D'IMPACT : MONTBRISON – VERSION 3^E VAGUE (SEPT 23)



BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE

Les premiers résultats – Relevé des indicateurs

Des P'tits festins (action déjà en place au centre social avant le début du projet) sont organisés entre janvier et décembre 2023. **Entre 6 et 8 personnes participent à la préparation des repas** (ateliers cuisine). Chaque P'tit festin réunit entre 22 et 58 personnes qui partagent le repas (**33 participant-es en moyenne**).

Les paniers solidaires (action déjà en place au centre social) sont **distribués une fois par semaine** – jusqu'au 1/12/2023 (fermeture de l'association CILDEA – Réseau Cocagne qui fournissait les paniers). Depuis, le centre social recherche un autre fournisseur pour continuer l'action (étude de solution auprès d'AMAP en cours). **Chaque distribution mobilise 2 personnes adhérentes et 7 personnes bénéficiant des paniers** (dont 2 adhérents du centre social).

Groupement d'achat : une **première distribution** du groupement d'achat est organisée **le 28 octobre 2023** (12 commandes réalisées). Un **rythme régulier d'une fois par mois** est instauré à partir de novembre.

Les leviers/facteurs de réussite

- Le **sujet de l'alimentation** n'est pas nouveau pour le centre social
- Les **modes de participation** mis en place auprès des habitant-es et des partenaires et un temps conséquent pour créer un collectif (le copil) permet de définir les besoins et de donner de la dynamique au projet
- **Les partenariats créés ou renforcés par le centre social** auprès de différents partenaires permettent de faire avancer les actions

Les freins rencontrés

Le centre social se heurte à des **difficultés en termes de ressources humaines** :

- **En interne au centre social** : la pérennité du poste de la salariée en CDD référente des P'tits festins est menacée (financement de poste à trouver ou le portage de l'action devra évoluer pour être maintenue)
- **En externe** : départ du salarié référent puis fermeture de CILDEA (Réseau Cocagne) début décembre qui entraîne l'arrêt de distribution des paniers solidaires.

Par ailleurs, le centre social rencontre des **difficultés à trouver un nouveau fournisseur local et accessible financièrement** pour les repas du centre de loisirs.

Les défis/Prochaines étapes pour la mise en œuvre 2024

- Le centre social doit **trouver un nouveau fournisseur** pour relancer l'action des paniers solidaires
- Il faut désormais **pérenniser l'action du groupement d'achat** mise en place fin octobre

CENTRE SOCIAL SOLEIL LEVANT



direction@cssl.info



Firminy



Groupement d'achat, paniers, sensibilisation

DESCRIPTION DU PROJET

Deux actions sont développées dans le cadre de ce projet :

- **Une offre alimentaire** avec la mise en place d'un groupement d'achat **de produits secs** - en partenariat avec VRAC et le centre social Cré'actifs – et une **offre de produits frais**
- **Des actions de sensibilisation** (ateliers cuisine, repas partagés, ateliers autre)

FINANCEMENTS DU PROJET

Budget global : 10 000 euros

Financement Stratégie Pauvreté : 8 000 euros

Autres financements : Fonds mutualisé Fédération des centres sociaux 42/43

PARTENAIRES OPERATIONNELS

- **Le centre social Cré'actifs**
- **L'association VRAC Saint-Etienne**
- **La coopérative De la Ferme au quartier**
- **L'association Le jardin de Valériane** (jardin réseau Cocagne)



HISTORIQUE DU PROJET

Au départ, des **difficultés liées à la mobilité** sont repérées par le centre social : un **quartier excentré et difficile d'accès** avec seulement un supermarché et la nécessité de déplacement en voiture pour accéder à d'autres offres alimentaires. Les habitant·es du quartier expriment un **besoin de réaliser des achats alimentaires de qualité à bas coût**.

Le centre social a déjà travaillé sur la thématique de l'alimentation mais de façon ponctuelle.

PUBLIC VISE ET MODE DE PARTICIPATION DES PERSONNES

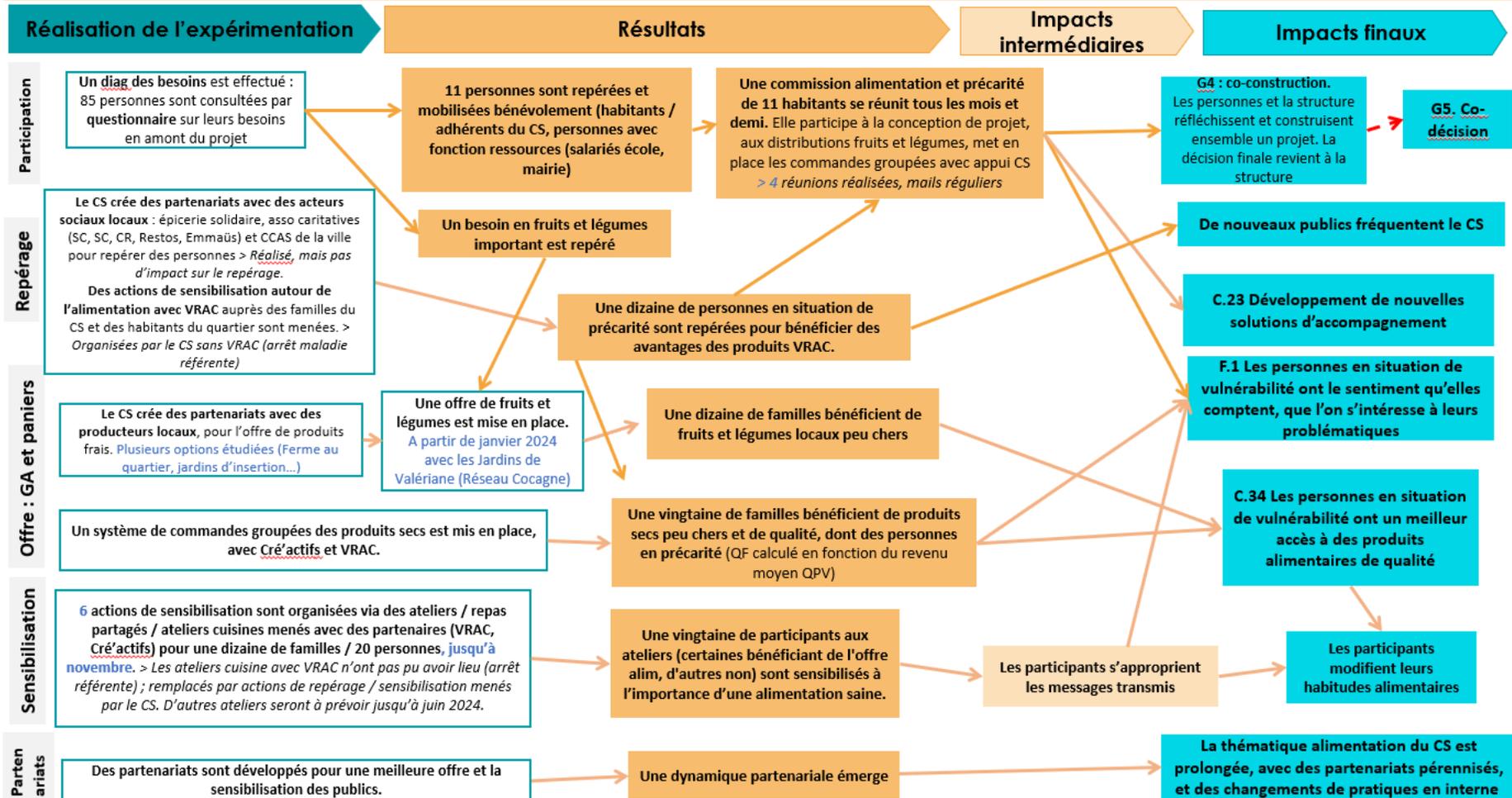
Le projet cible un **public mixte**, avec une attention portée au public en situation de précarité. Pour le groupement d'achat, le centre se fixe l'objectif de 80 % de familles en QPV ou HLM (une obligation pour VRAC) et de 20 % d'adhérents solidaires.

Un diagnostic des besoins a été effectué en amont du projet (85 répondant·es au questionnaire).

11 bénévoles participent à une **commission alimentation** avec des réunions régulières pour participer à la construction du projet, et aident également à la distribution du groupement d'achat.

OBJECTIFS ET IMPACTS ATTENDUS

DIAGRAMME LOGIQUE D'IMPACT : SOLEIL LEVANT – VERSION 3^E VAGUE (SEPT 23)



BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE

Les premiers résultats – Relevé des indicateurs

6 distributions du groupement d'achat sont organisées entre mai et décembre 2023, comptabilisant au total **53 commandes pour 25 personnes** inscrites (dont 4 commandes faites par le centre social lui-même).

6 ateliers de sensibilisation sont organisés (un repas solidaire partagé, un atelier de présentation de VRAC et dégustation, un atelier de couture de sacs VRAC, un atelier de préparation de cocktails sains, un atelier bien-être et repas partagé, un atelier jeux autour du bien manger). Les ateliers réunissent **entre 4 et 15 participant-es** (11 participant-es en moyenne).

Des actions de sensibilisation en aller-vers sont également menées (mais non valorisées dans les indicateurs de suivi) : à minima **2 marchés organisés** avec De la Ferme au quartier au mois de juillet (présentation VRAC, dégustation, vente de légumes).

Réunions de la commission alimentation

4 réunions de la commission alimentation sont organisées entre décembre 2022 et octobre 2023 (6 participant-es en moyenne).

Les leviers/facteurs de réussite

- Le partenariat solide avec le centre social Cré'actifs
- L'attention du centre social à la participation des personnes (volonté de partir du besoin)

Les freins rencontrés

Le centre social rencontre des difficultés en termes de **ressources humaines** :

- **En externe** : arrêt maladie de la référente de l'association VRAC qui devait superviser les 3 premières distributions. Seule la première est réalisée avec elle, les suivantes sont assurées par le centre social. La référente VRAC est de retour pour les deux distributions d'octobre et décembre. Dans ce contexte, le centre social a préféré annuler les ateliers cuisine prévus ensemble et les remplacer par des ateliers de sensibilisation/repérage animés par le centre seul.
- **En interne** : départ en septembre 2023 de la chargée de projet (contrat d'apprentissage) qui devait rester jusqu'en juillet 2024, provoquant une charge accrue de la directrice et référente famille. Une chargée de projet est recrutée et prend son poste le 11 décembre (personne travaillant déjà au centre social Cré'actifs à temps partiel, assure 1 jour par semaine au centre social Soleil Levant).

Le centre social rencontre des **difficultés à toucher le public en précarité visé**, accentuée par la période d'inflation

Les défis/Prochaines étapes pour la mise en œuvre 2024

- Faire bénéficier le groupement d'achats à davantage de ménages en situation de précarité
- Lancer l'offre de paniers solidaires de légumes frais à partir de janvier 2024 avec le Jardin de Valériane (Réseau Cocagne)
- Organiser des ateliers cuisine pour cuisiner les produits VRAC et/ou les produits issus des paniers solidaires

Remerciements

L'Ansa remercie vivement les neuf centres interrogés, qui ont accepté de participer aux entretiens qualitatifs, nous ont pour certains accueillis et ont communiqué régulièrement de nombreuses données exploitées dans le présent rapport.

Nos remerciements vont aussi aux personnes concernées ayant pris le temps de répondre aux questionnaires pour donner leur avis sur les actions mises en place.

Nous adressons également tous nos remerciements à Mélissa Pinto-Amoedo pour nos nombreux échanges riches en apprentissage tout au long de ce travail.



www.solidarites-actives.com

Agence nouvelle des solidarités actives
28, rue du Sentier 75002 Paris
Tél. : 01 43 48 65 24

POUR TOUT
RENSEIGNEMENT ET CONTACT

COSNIER Leelo

valerie.siraud@solidarites-actives.com



SOLCHANY Sarah

sarah.solchany@solidarites-actives.com

